

Evaluation du Projet TUSIKILIZANE



Rapport final

Prof Bernard LUTUTALA Mumpasi
bmlututala@gmail.com
Consultant

Février 2021

PLAN DU RAPPORT D'ÉVALUATION

0 : AVANT-PROPOS

CHAPITRE 1 : Introduction

- 1.1 But et objectifs de l'évaluation
- 1.2 Limitation et délimitation
- 1.3 Structuration du rapport de l'évaluation

CHAPITRE 2 : Contexte du projet

- 2.1 Situation géographique de la Province du Tanganyika
- 2.2 Situation démographique de la Province du Tanganyika
- 2.3 Situation sécuritaire de la Province du Tanganyika

CHAPITRE 3 : Processus et méthodologie de l'évaluation

- 3.1 Les critères de l'évaluation
- 3.2 Les questions de l'évaluation
- 3.3 La matrice de l'évaluation
- 3.4 Les outils de collecte des données
- 3.5 Méthodologie de la collecte des données
 - 3.5.1 Elaboration des outils de collecte des données
 - 3.5.2 Recrutement et formation des enquêteurs
 - 3.5.3 Echantillonnage des personnalités et structures interviewées
 - 3.5.4 Collecte des données sur le terrain
 - 3.5.5 Traitement et analyse des données

CHAPITRE 4 : Réponses aux questions de l'évaluation

- 4.1 Pertinence du programme
- 4.2 Efficacité du programme
- 4.3 Efficience du programme
- 4.4 Durabilité du programme
- 4.5 Impact du programme
- 4.6 Cohérence du programme

CHAPITRE 5 : Conclusion et Recommandations

LISTE DES ACRONYMES

AGR	Activité Génératrice des Revenus
APEF	Actions pour l'Eveil de la Femme
AVEC	Associations villageoises d'Epargne et de Crédit
BARAZA	« Entendons-nous les uns les autres »
CLP	Comités Locaux de Paix (BARAZA), instance de dialogue et de concertation entre Bantous et Twa
CSP	Comité de Solidarité et de Paix
CD Club DIMITRA	Groupe de femmes, d hommes et de jeunes qui se mettent ensemble pour réfléchir sur les problèmes auxquels ils sont confrontés et décident de les résoudre avec les ressources locales d abord, Ils sont accompagnés dans leur processus
CDJP	Commission Diocésaine de Justice et Paix
CPP	Comité Provincial de Paix
CTP	Comité Territorial de Paix
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
LIPEDEM	Ligue de Protection de l'Enfant et du Développement des mamans
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
OP	Organisation Paysanne
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PBF	Peace Buiding Fund (Fonds du Secrétaire général des Nations Unies pour la consolidation de la Paix)
PDPT	Plan de Développement Provincial du Tanganyika
P4P	Partenariat Pour le Progrès
SFCG	SEARC FOR COMON GROUND
CEFRODEA	Centre Pilote Pour la Promotion et le Développement de l'Elevage et de l'Agriculture
TUSIKILIZANE	Entendons-nous les uns les autres
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour la Science et l'Education
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
VMI	Voix des Minorités Indigènes

Tableau 1 : Profil de la Province du TANGANYIKA

Indicateurs	Unités	Année de référence	Niveaux	Sources
Superficie	Km2	2020	134 940	Congovirtuel.com
Nombre de territoires		2020	6	
Population	Nombre	2 015	2 977 846	RDC-P/Tang-MinPlanCoopEnv
Densité	Hab/km2	2016	22	Idem
Taux de mortalité infantile	‰	2013	72	Idem
Taux d'urbanisation	%	2016	29,9	E-Quibb/RDC1
% de ménages dirigés par les femmes	%	2016	21,4	E-Quibb/RDC1-
Espérance de vie à la naissance	années	2016	53	E-Quibb/RDC1
Taux brut de scolarisation primaire	%	2016	79	E-Quibb/RDC1
Taux brut de scolarisation secondaire	%	2016	55,4	E-Quibb/RDC1
Taux brut de scolarisation supérieure	%	2016	0,2	E-Quibb/RDC1
Taux d'achèvement du primaire	%	2012	57,4	idem
% d'enfants ayant abandonné l'école à cause des grossesses/mariages	%	2016	33,6	E-Quibb/RDC1
Incidence de la pauvreté	%		66,6	idem
Revenu mensuel moyen de la population	FC	2016	43315	E-Quibb/RDC1-2018
Taux de chômage en milieu urbain	%	2016	5,84	E-Quibb/RDC1
Pêche artisanale Lac Tanganyika	Tonnes	2013	35000	idem
Localités ayant des PDI/Kalemie	%	2020	61-80	REACH
Localités ayant des PDI/Kabalo	%	2020	100	idem
Localités ayant des PDI/Nyunzu	%	2020	100	idem
Localités ayant des migrants de retour/Nyunzu	%	2020	41-69	idem
Localités ayant des migrants de retour/Kalemie	%	2020	12-21	idem
Taux de salarisation des actifs occupés	%	2016	6,2	E-Quibb/RDC1
% des ménages pratiquant l'agriculture	%	2016	89,3	E-Quibb/RDC1
Satisfaction de la population par rapport à l'état des routes	%	2016	17,7	E-Quibb/RDC1
Satisfaction de la population par rapport aux soins de santé	%	2016	33,3	E-Quibb/RDC1
% de la population sans pièce d'identité	%	2016	30,6	E-Quibb/RDC1

0 : AVANT-PROPOS

Démarré en décembre 2018, pour une durée de 18 mois, le projet TUSIKILIZANE¹ est arrivé à son terme. Le mémorandum d'entente relatif à son financement a prévu une évaluation indépendante du projet pour capturer le bilan des résultats/progrès enregistrés et tirer des enseignements qui alimenteraient des interventions futures dans les mêmes domaines. C'est dans ce cadre que la présente étude a été lancée et réalisée.

L'étude a commencé le 23 novembre 2020 par la signature du contrat entre le Représentant de l'UNFPA, et le Consultant. Elle a été réalisée selon un processus qui comprend toutes les phases nécessaires d'évaluation, depuis la revue documentaire, la construction de la matrice d'évaluation, la collecte et l'analyse des données sur le terrain, et la rédaction du présent rapport d'évaluation. Nous tenons à remercier les personnes qui nous ont accompagné tout au long de cette étude d'évaluation :

- l'équipe de coordination du projet des trois Agences du Système des Nations Unies : UNFPA (Issa Lokushe et Vanessa St Val), UNESCO (Meissa Diop, et Michael Baruani) et FAO (NyoloLove, Julie) ;
- Les enquêteurs qui m'ont assisté dans la collecte des informations sur le terrain : Arafat Asani Shabani, Eugène Yusse Sabili, Aux-Neiges Kalonda Kweshe et Hélène Kiluba ;
- Fidèle Bikangi Nkiabungu pour le traitement informatique des données recueillies sur le terrain.

Ce rapport d'évaluation donne les différentes activités qui ont été menées et les résultats de l'évaluation auxquels nous sommes parvenus. Il précise d'abord les objectifs de l'évaluation (chapitre 1), donne ensuite le contexte qui a prévalu au Tanganyika et qui a nécessité l'élaboration et la mise en œuvre de ce projet (chapitre 2) ; il présente en troisième lieu la méthodologie qui a été suivie pour procéder à l'évaluation (chapitre 3) ; et se focalise ensuite en détails sur les réponses aux questions de l'évaluation (chapitre 4). La conclusion résume ces résultats, en commençant par les forces, faiblesses, opportunités et menaces du projet ; et en terminant par les recommandations.

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

1.1 But et objectifs de l'évaluation

Cette étude d'évaluation a pour objectif principal d'apprécier la performance globale du projet TUSIKILIZANE au regard des objectifs lui assignés et des résultats attendus, et sur la base des critères d'évaluation appliqués dans le Système des Nations Unies.

Les objectifs assignés au projet sont :

¹ C'est-à-dire « Entendons-nous les uns les autres »

- i) Faire participer les jeunes aux comités locaux de paix (CLP) tout en les transformant en agents de promotion de la paix et de la cohabitation pacifique entre les deux communautés (Twa et Bantou) ; et
- ii) Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des femmes (Twa et Bantous) pour plus d'efficacité dans leur participation aux CLP, tout en procédant à leur autonomisation pour renforcer la résilience de leurs communautés respectives.

Quant aux résultats attendus, ils se déclinent comme suite :

- R1 : 200 jeunes garçons et filles issus des deux communautés utilisent leurs connaissances et leurs compétences pour contribuer à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers leur participation aux CLP BARAZA ;
- R2 : 200 jeunes garçons et filles issus deux communautés transformées en Agents de promotion de la paix et cohabitation pacifique à travers la mise en œuvre d'un programme d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique au sein de leurs communautés ;
- R3 : 50 femmes (Twa et Bantous) membres des CLP BARAZA contribuent davantage à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers une participation de qualité aux CLP Baraza ;
- R4 : 1000 femmes (Twa et Bantous) membres des clubs DIMITRA reçoivent un appui économique et social en vue de renforcer leur résilience et leur participation au processus de consolidation de la paix et cohabitation pacifique.

1.2 Limitation et délimitation de l'évaluation

Cette évaluation se base sur tous les critères de l'évaluation des programmes tel que le recommande le système des Nations Unies, à savoir la pertinence, l'efficacité, la durabilité, l'impact et la cohérence. Elle couvre en outre tous les volets que le programme a couvert, dans les 3 territoires de la province de Tanganyika, à savoir Kabalo, Kalemie et Nyunzu. Elle s'étale sur toute la durée du programme à savoir de 2018 à novembre 2020.

CHAPITRE 2 : CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

2.1 Situation géographique

La Province du Tanganyika est une des 26 provinces de la République Démocratique du Congo ; elle est issue du démembrement de l'ex province du Katanga opéré en 2015. Elle partage ses frontières avec cinq provinces du pays (Maniema et Sud Kivu au Nord, Haut-Katanga au sud, Lomami et Haut-Lomami à l'Ouest) et avec trois pays par le lac Tanganyika (la Zambie au Sud, la Tanzanie et le Burundi au Nord-Est).

Elle compte six territoires : Kalemie (15 198 km²), Kabalo (15 250 km²), Kongolo (13 408 km²), Manono (34 198 km²), Moba (24 500 km²) et Nyunzu (17 275

km²). Sa superficie totale est donc de 135 142 km². Les trois provinces que couvre le projet TUSIKILIZANE ont une superficie de 47 723 km², soit 35 % du territoire provincial.

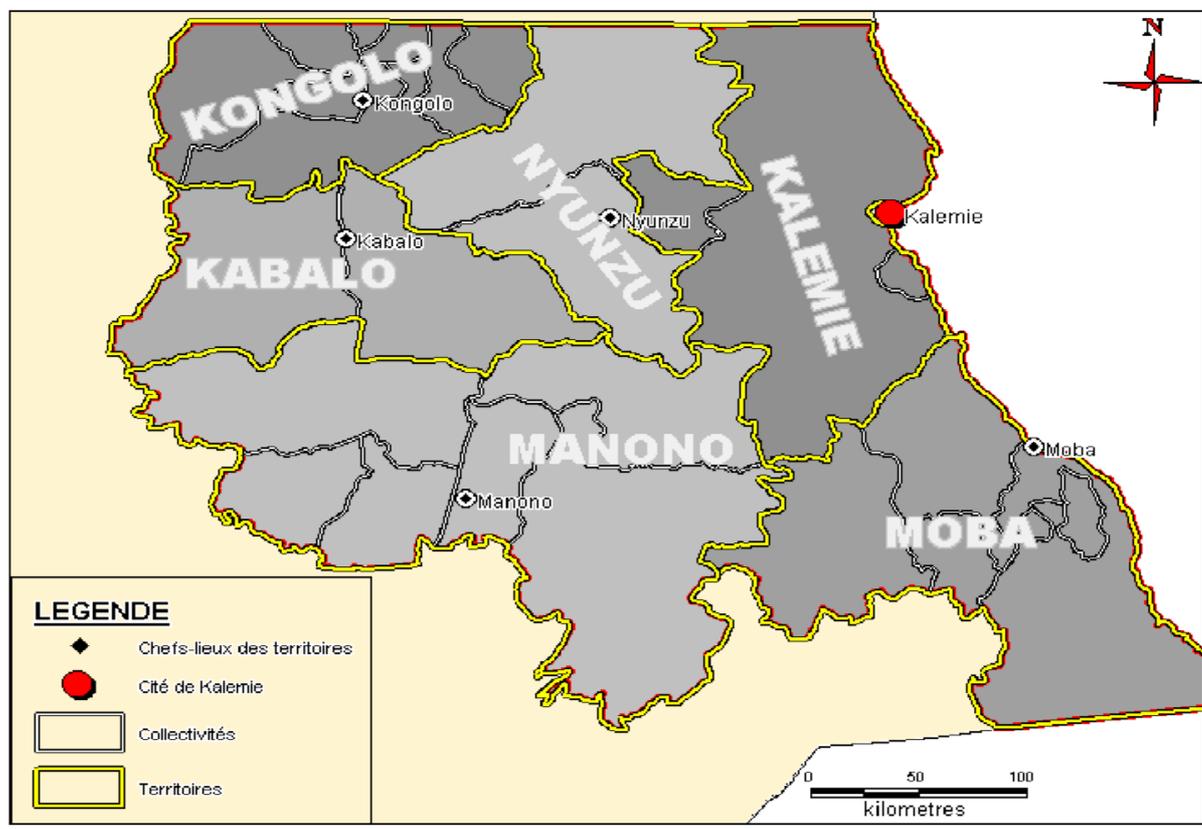


Figure 1 : La Province du Tanganyika

source : Plan de développement provincial du Tanganyika, 1917, page 9.

2.2 Situation démographique

D'après les projections démographiques faites par l'Institut National de la Statistique, Division provinciale du Katanga, la population du Tanganyika était estimée en 2015 à 2 977 846 habitants en 2015, ce qui fait une densité de 22 habitants/km². Les territoires concernés par le projet TUSIKILIZANE avaient des populations estimées à 581 581 habitants pour Kalemie, 318 892 habitants pour Kabalo et 239 606 pour Nyunzu. Comme dans toutes les provinces du pays, les jeunes (15-34 ans) constituent la majorité de la population de cette province, tandis que les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes.

D'autres faits méritent d'être signalés (cfr Tableau 1). La population de la Province du Tanganyika accuse une pauvreté assez élevée, avec une incidence de la pauvreté évaluée à 66,6 %. En même temps, le taux de chômage dans les

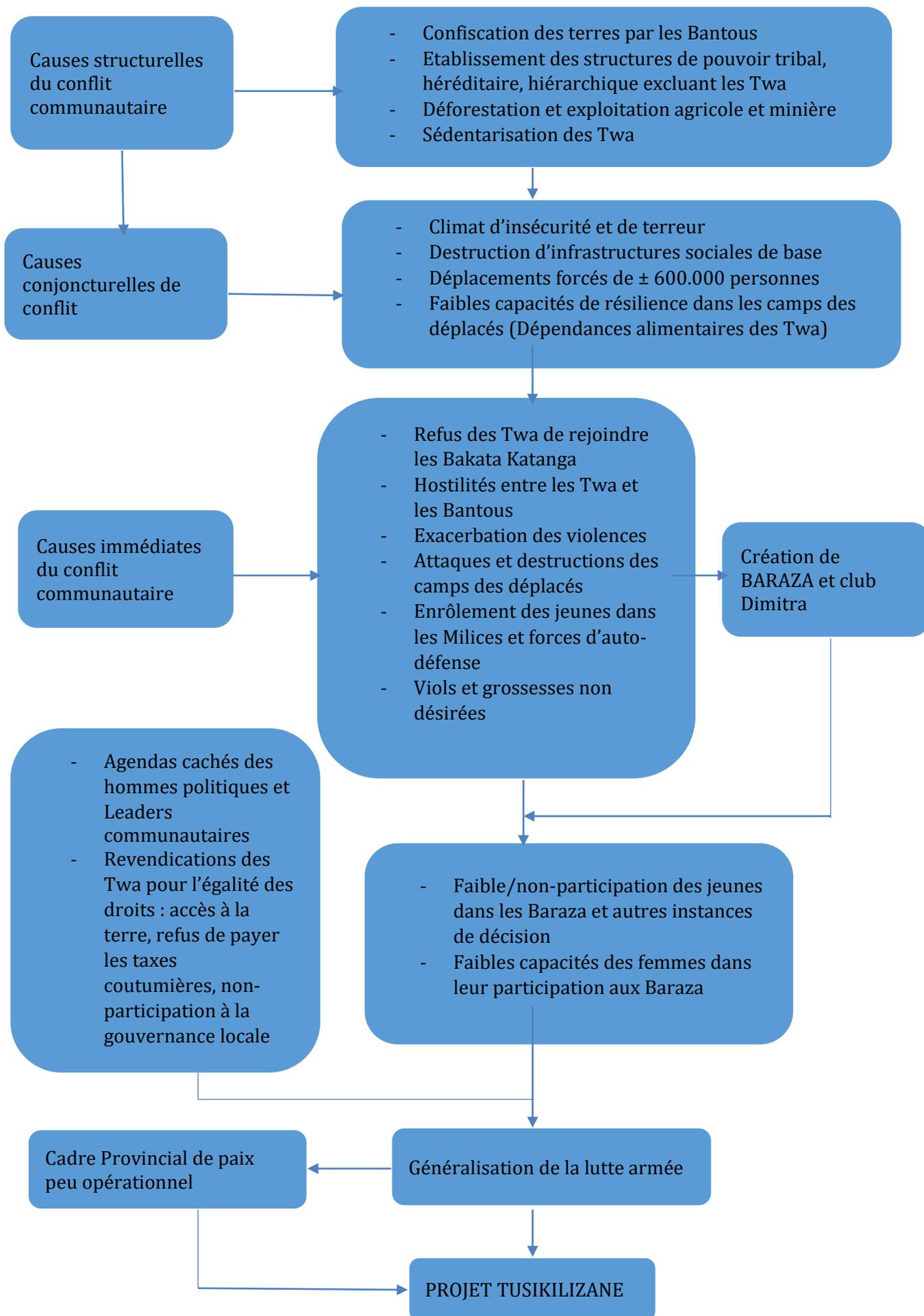
centres urbains est de 5,84 %, traduisant par là que les jeunes n'ont pas beaucoup d'opportunités pour se trouver un emploi salarié. Il en résulte que le revenu mensuel moyen y est de 433 15 francs congolais seulement. L'agriculture occupe 89 % des ménages. On note aussi que beaucoup de jeunes filles ont dû abandonner leurs études à cause d'une fécondité et de mariages précoces. Enfin, la province compte beaucoup de personnes déplacées internes. Tous les villages du territoire de Kabalo et de Nyunzu, mais aussi la plupart de ceux de Kalemie, comptent des personnes déplacées, y compris des migrants de retour forcé.

2.3 Situation sécuritaire

Les autorités politiques et la population reconnaissent que le défi majeur de la Province du Tanganyika est celui de la sécurité, de la paix et de la cohésion sociale (PDPT, page xxi). Les conflits intercommunautaires (twa et bantous, tutsi banyamulenge et éleveurs venant du Sud-Kivu) sont autant de facteurs qui minent cette cohésion sociale (PDPT, page 15). Ces conflits provoquent l'insécurité croissante, la réduction de la confiance intercommunautaire, l'accès plus limité aux services de base, des perturbations importantes de la production agricole et d'autres moyens de subsistance, et une crise alimentaire². Le conflit d'éleveurs se trouve plutôt dans les territoires de Kalemie, Moba et Kongolo. Il existe depuis que les peuples tutsis ont commencé à entrer en conflit avec les agriculteurs bantous. Ce conflit perdure et risque de créer des situations d'insécurité et de déplacements massifs de la population, et de miner les efforts de paix dans ces territoires s'il n'est pas géré.

Le conflit d'éleveurs ne fait pas vraiment l'objet de cette étude d'évaluation. Nous nous focalisons sur le conflit communautaire entre Twa et Bantous. L'historique de ce conflit est résumé dans le schéma 2 ci-dessous (page 9). Entre juillet 2016 et mars 2017, ce conflit a provoqué la destruction de plus de 400 villages³, et des déplacements massifs forcés de la population dans presque tous les territoires : plus ou moins 570 406 personnes déplacées en 2017, 14 camps des déplacés internes (PDPT, page 15).

² Groleau, G., n.d., « Une crise silencieuse au Congo : les Bantous et les Twas au Tanganyika », International RESCUE Committee, <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/1855/focusconflittanganikafrancaisv5.pdf>



Face à cette situation, le PDPT a retenu comme premier axe stratégique de développement de la province pour la période 2017-2022 « le renforcement des institutions et la consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale ». Le PDPT a prévu que « pour consolider et préserver la paix, il sera nécessaire d'investir de façon soutenue dans le processus de réconciliation au sein de la province, afin d'élargir progressivement et approfondir le dialogue politique et social à tous les niveaux » (page 98) ; notamment « en réunissant les filles et fils de la province autour du même idéal de développement et du vivre ensemble » (page 98). Ces objectifs sont justement ceux poursuivis par le projet TUSIKILIZANE.

CHAPITRE 3 : PROCESSUS ET METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

3.1 Les critères de l'évaluation

Conformément aux Termes de référence de la mission d'évaluation, celle-ci devait se faire selon les standards applicables aux évaluations dans le système des Nations Unies, c'est-à-dire se baser sur les critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de cohérence, de durabilité et d'impact.

La pertinence examine dans quelle mesure les objectifs du projet répondent aux attentes, aux besoins, aux problèmes vécus par la population. L'efficacité examine les effets du projet à l'atteinte des objectifs, tandis que la durabilité examine si ces effets vont perdurer à la fin du projet. L'efficience cherche à comprendre l'utilisation rationnelle des moyens, et si les objectifs ont été atteints aux moindres coûts. L'impact recherche les effets, prévus ou non, positifs ou négatifs, du projet à long terme, sur l'environnement social, politique, économique, etc. Et la cohérence examine les similitudes avec les autres projets réalisés par d'autres partenaires.

3.2 Les questions d'évaluation

Les questions d'évaluation (QE) du projet TUSIKILIZANE ont été formulées par l'équipe du projet (UNFPA, UNESCO, FAO). Ils sont au nombre de 31, soit 9 pour la pertinence, 8 pour l'efficacité, 5 pour l'efficience, 5 pour la durabilité, et 4 pour l'impact. Nous avons ajouté 4 questions d'évaluation pour la cohérence ; ce qui fait au total 35 questions d'évaluation.

Ce nombre de questions d'évaluation dépasse largement les normes et explique aussi bien la complexité de l'évaluation que la longueur de ce rapport. En effet, en tenant compte des critères d'évaluation, le Consultant devait répondre aux 31 questions d'évaluation, faute d'avoir discuté avec l'équipe du projet sur certaines questions qui pouvaient être éliminées ou fusionnées.

3.3 La matrice de l'évaluation

L'élaboration de la matrice de l'évaluation a été un des premiers produits attendus de l'évaluation. Elle comprend 23 pages où il est proposé, pour chacune

des QE, une ou plusieurs hypothèses, et pour chaque hypothèse, un ou plusieurs indicateurs (ou éléments d'information), les sources d'information, et les méthodes et outils de collecte des données. La matrice d'évaluation utilisée est présentée en Annexe II. Le nombre de QE justifie sa longueur et sa complexité. Comme pour toute matrice de l'évaluation, la construction de cette matrice aura été une tâche difficile et méticuleuse, non seulement parce qu'elle est faite au tout début du travail, lorsque le Consultant cherche encore à avoir une parfaite connaissance et compréhension du projet, mais aussi parce qu'elle nécessite beaucoup d'efforts intellectuels pour formuler les hypothèses et les indicateurs de performance.

3.4. La collecte des données sur le terrain

La collecte des données s'est faite en recourant à l'analyse documentaire, aux entretiens semi-directifs et aux focus group. Un « questionnaire de collecte des données » a été élaboré pour recueillir les données dites quantitatives. Compte tenu de la brièveté du temps accordé pour réaliser cette évaluation (30 jours), nous avons opté pour un questionnaire pré-codé afin d'écourter la phase de la saisie des données et de la production des fréquences statistiques des réponses aux différentes questions d'évaluation.

Les questions dites quantitatives ont été complétées par des questions qualitatives recueillies lors des focus group avec des personnes impliquées dans le projet ou qui en sont concernées. Quatre « enquêteurs » ont été recrutés et envoyés sur le terrain, dont 2 filles et 2 garçons.

Au total, 25 entretiens structurés ont été réalisés dans les trois territoires, dont 10 à Kabalo, 9 à Kalemie et 6 à Nyunzu. Quant aux focus group, 22 ont été réalisés dont 7 à Kabalo, 9 à Kalemie et 6 à Nyunzu. Les noms des villages où l'on devait réaliser les interviews ont été fournis par le Responsable du bureau de l'UNFPA à Kalemie. C'est aussi elle qui a identifié et sélectionné les enquêteurs. Le tableau.... ci-dessous donne la liste et les qualités des personnes qui ont été interviewées dans les entretiens structurés et qui ont participé aux focus group.

Tableau 2 : Tableau-synthèse de la collecte des données d'évaluation du Projet TUSIKILIZANE

Villages et Territoires	Nombre	Personnes interviewées
ENTRETIENS STRUCTURES		
Monde	3	Le chef du village, le Président de BARAZA, L'ex « colonel » membre de la milice Twa
Kamubangwa	3	Le chef du village, le Président de BARAZA, le Directeur de l'école primaire Panda
Kabalo Centre	4	L'administrateur du territoire assistant en charge des finances; l'Inspectrice territoriale de l'Agriculture, Pêche et Elevage ; le Médecin chef de zone de santé, l'Expert

		juriste du Diocèse de Kongolo et ancien responsable du projet TUSIKILIZANE à Kabalo
Total entretiens structurés à Kabalo	10	
Kalemie Centre	5	Inspecteur territorial de pêche et élevage, Commission Diocésaine Justice et Paix, MONUSCO, Ministère de la Jeunesse, Coordonnateur du BARAZA Bitang
Tabac Congo	4	CDJP, MONUSCO, L ex Président des milices MIKETO, le Président du CTP BARAZA
Total entretiens structurés à Kalemie	9	
Nyunzu centre	5	L'administrateur du territoire adjoint, CDJP, le Président de BARAZA, l'Inspecteur territorial de pêche et élevage, le Représentant de l ex milice d'autodéfense (le S3
Mabili Bili	1	Ex-membre de la milice Twa
Total entretiens structurés à Nyunzu	6	
FOCUS GROUP		
Monde	3	Les leaders communautaires, les Jeunes leaders de Monde et membres du CSP, les femmes leaders et membres du Club DIMITRA et BARAZA
Kamubangwa	3	Les leaders communautaires, les Jeunes leaders et membres du CSP, les Femmes leaders et membres du Club DIMITRA et BARAZA
Kabalo centre	1	Les leaders des Jeunes
Total Focus Groups à Kabalo	7	
Miketo	5	Les filles leaders des deux communautés et membres du CSP, les femmes membres du Club DIMITRA, les leaders communautaires, les jeunes garçons du CSP, les femmes membres de BARAZA
Tabac Congo	4	Les membres du Conseil Territorial de Paix, les femmes membres de BARAZA, les Femmes membres du Club DIMITRA, les Jeunes garçons membres des CSP
Total Focus Group à Kalemie	9	
Nyunzu Centre	2	Les jeunes garçons membres du CLP et du Conseil territorial de paix, les Femmes membres du Club DIMITRA
Mukwaka	2	Les leaders communautaires, les jeunes filles membres du CSP
Mulongo	2	Les jeunes garçons membres du CSP, les femmes membres du Club DIMITRA
Total Focus Group à Nyunzu	6	

Quant à moi, j'ai séjourné à Kalemie du 13 au 22 janvier 2021 pour récupérer les questionnaires et rencontrer et discuter du projet avec les personnalités suivantes : le Rapporteur de l'Assemblée provinciale du Tanganyika en tant qu'ancien Ministre de la Jeunesse, le Ministre de la Justice, le Ministre actuel de la Jeunesse, la Ministre du Genre, le chargé de programme de la MONUSCO, le Président du BARAZA Bitang, le chargé de programme de la CDJP-Kalemie, les responsables de l'APEF, les chargés de programme du PAM, le chargé de programme de SEFROPEA, et bien sûr la responsable du bureau de l'UNFPA à Kalemie. Les entretiens avec les chargés du projet à l'UNESCO et à la FAO se sont faits en ligne. Enfin, j'ai effectué, ensemble avec les enquêteurs, une visite au village Mulange, à une vingtaine de kms de Kalemie, où nous avons organisé un focus group avec les femmes leaders et les hommes leaders séparément.

3.5 L'analyse des données recueillies

Les données qui ont été recueillies ont fait l'objet d'analyses de contenu (pour les données qualitatives et documentaires) et d'analyses statistiques (pour les informations issues des questionnaires). L'analyse statistique a consisté à établir des fréquences pour déterminer l'importance que les personnes qui ont été soumises aux entretiens accordent aux hypothèses formulées sur les différentes questions d'évaluation.

3.6 Les difficultés rencontrées dans la collecte des données sur le terrain

Plusieurs difficultés ont été rencontrées lors de la collecte des données sur le terrain. Les plus importantes sont les suivantes : i) indisponibilité des acteurs du projet à Kabalo, dont le Point focal des interventions qui était en congé de reconstitution; ii) référence à la CDJP Kalemie pour avoir les informations sur le projet à Kabalo, iii) méconnaissance du projet par certaines personnes rencontrées, en dépit du nombre élevé de sensibilisations qui ont été faites sur le projet; iv) absences des animateurs de la CDJP dues à leurs mutations ; v) faible niveau de compréhension du questionnaire et du guide d'entretien par certains bénéficiaires, et plus particulièrement par les membres de la communauté Twa ; vi) faible visibilité physique de certaines réalisations du projet sur le terrain, vu que c'est un projet qui privilégie plutôt le dialogue. En effet, même les champs, qui sont saisonniers, deviennent invisibles en attendant la prochaine saison ; vii) faible accessibilité des routes vers Nyunzu et Kabalo (les enquêteurs ont dû y aller par moto); viii) le fait que la période de collecte des données a coïncidé avec les jours des fêtes (Noël et Bonne Année). A ce sujet, il faut relever que les enquêteurs envoyés à Nyunzu et à Kabalo ont dû passer les fêtes de Noël et de Bonne Année dans ces territoires pour respecter le calendrier du travail.

Il est à noter aussi les difficultés que nous avons éprouvées pour nous retrouver à Kalemie, notamment l'annulation au dernier moment du vol de Congo Airways qui devait nous y amener. Ceci a retardé de deux semaines notre descente sur le terrain à Kalemie et le calendrier de l'étude.

CHAPITRE 4 : REPONSES AUX QUESTIONS DE L'EVALUATION

4.1 Pertinence du programme

La pertinence du programme est évaluée à travers i) l'adéquation des objectifs du programme avec les besoins de la population-cible ; ii) la pertinence des objectifs du programme par rapport au contexte ; iii) la rationalité du choix des partenaires institutionnels et techniques de mise en œuvre ; iv) la pertinence de l'approche choisie et des moyens utilisés pour atteindre les objectifs ; v) la prise en compte des problèmes spécifiques des cibles; vi) la pertinence de la stratégie de suivi.

Q1 : Dans quelle mesure les objectifs visés par le Programme lors de sa conception répondaient-ils aux besoins exprimés par la population et étaient-ils établis comme priorités provinciales et locales ?

Le document du projet renseigne que les éléments ci-après ont justifié la formulation et la mise en œuvre du projet TUSIKILIZANE et peuvent être considérés comme des besoins exprimés par la population et les priorités provinciales et locales : 1) une détérioration sérieuse de la situation sécuritaire et humanitaire de la Province du Tanganyika suite à l'intensification du conflit intercommunautaire entre les Twas et les Bantous ; 2) la mise en place des Comités Locaux de Paix (CLP) comme instances de dialogue et de concertation entre les deux communautés ; 3) la non-participation des jeunes dans ces CLP malgré leur présence et activisme dans les milices ; 4) la faible participation des femmes dans les CLP à cause de leur marginalisation et leur analphabétisme ; 5) la dépendance des personnes déplacés internes (PDI) vis-à-vis de l'assistance alimentaire ; et les vols perpétrés par les Twas dans les champs des Bantous.

Constats et/ou Réalisations

Prise en compte des besoins exprimés par la population

- ☞ Les entretiens qui ont été réalisés montrent que cinq problèmes/besoins de la population sont à considérer comme les plus pertinents pour justifier la mise en place du projet TUSIKILIZANE. Il s'agit de 1) les attaques et la destruction des champs par les Twa (91,7 % de répondants), 2) l'absence des Twas dans les instances de prise de décision (87 % des répondants), 3) les actes de revendication et de désobéissance civile de la part des Twa (79 % des répondants), 4) l'enrôlement des garçons dans les milices (75 % des répondants), 5) l'analphabétisme des femmes (72 % des répondants). Les autres problèmes sont : 6) la non-participation des jeunes dans les CLP (62,5 %), 7) l'absence des Twas dans les instances de prise de décision (62,5 %), 8) les viols des femmes dont certaines se sont retrouvées avec des grossesses non désirées (62,5 %), 9) l'impossibilité des mariages entre les hommes Twa et les filles bantoues (54,2 %).

- ☞ La pertinence du Programme TUSIKILIZANE, par rapport à ce contexte, est d'avoir ciblé, parmi ses bénéficiaires i) les Jeunes garçons et filles pour les faire participer dans les CLP/BARAZA et en faire des agents de promotion de la paix et de cohabitation pacifique (constat n° 6); ii) les Femmes pour renforcer leurs capacités techniques et opérationnelles en tant que membres des Clubs DIMITRA (constat n° 5); iii) les conseils territoriaux de paix (CTP) en tant que nouveau mécanisme pour parvenir à la paix et la cohabitation pacifique entre les deux communautés. En faisant participer ces acteurs-clés, c'est l'ensemble des problèmes ci-dessus évoqués qui sont considérés.

Prise en compte des priorités du gouvernement

- ☞ Les objectifs du projet TUSIKILIZANE répondent également aux priorités provinciales et locales. En effet, le Plan de Développement de la Province du Tanganyika (2017-2022) a retenu quatre axes stratégiques de développement à mettre en œuvre sur les cinq prochaines années. L'Axe 1 vise le « Renforcement des institutions et consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale ». Plus précisément, le Gouvernement Provincial envisage, à travers cet axe, « de consolider durablement la paix, d'une part, en renforçant les capacités institutionnelles, organisationnelles et humaines des services de défense et de sécurité et d'autre part, en réunissant les filles et fils de la province autour du même idéal de développement *et du vivre ensemble*, en renforçant la sécurité et la justice, mais aussi en promouvant une bonne gouvernance économique » (PDP, page xxii).

Prise en compte des causes structurelles du conflit

- ☞ Pour les Bantous, les causes structurelles relèvent de : i) le fait que les Twa vivent principalement de la chasse et de la pêche, et très peu de l'agriculture, ils dépendent économiquement des Bantous et ne veulent pas travailler pour eux-mêmes; ii) les mauvaises conditions de vie des Twa ; iii) le fait que les Twa seraient très égocentriques et peu ouverts. Le projet TUSIKILIZANE en a tenu compte en associant les Twa à plusieurs formations et activités portant notamment sur les jeux sportifs, la distribution des semences, les techniques de maraîchage, les caisses de résilience et d'épargne, les autres AGR.
- ☞ Pour les Twa, les causes structurelles seraient i) une haine tribale des Bantous, laquelle se transforme en une discrimination voire en un complexe de supériorité ; ii) le non accès à la terre et l'exclusion du contrôle et de la jouissance des ressources locales; iii) le non accès aux responsabilités officielles (chefs du village, du territoire, etc) ; iv) le paiement des taxes et impôts coutumiers; v) les hommes politiques, ou plus exactement quelques membres du Gouvernement et des parlements national et provincial, qui les incitent à revendiquer leurs droits, et donc

à s'opposer aux Bantous. Le projet TUSIKILIZANE en a tenu compte, notamment à travers des activités de sensibilisation sur le vivre ensemble et contre la discrimination.

- ☞ Ces causes structurelles ont aussi été prises en compte i) en impliquant les institutions étatiques dans les Comités locaux de paix (CLP) ; ii) en prévoyant la création et l'appui des Conseils Territoriaux de Paix (CTP) et un Conseil Provincial de Paix (CPP) qui sont sensés mettre en place, tôt ou tard, un cadre juridique et politique pour y faire face, et s'impliquer dans les mécanismes de suivi et de redevabilité de la mise en œuvre des conclusions et recommandations ; iii) en prévoyant l'appui aux tenues régulières des réunions des BARAZA avec la participation des représentants des institutions étatiques comme « observateurs ». On pense notamment à une nouvelle réglementation sur l'accès à la terre, sur l'implication des Twa dans la gouvernance locale, territoriale et provinciale, et même sur la création d'un groupement propre aux Twa.

Méthode utilisée pour identifier les bénéficiaires du projet

- ☞ Les entretiens réalisés ont aussi montré que la méthode utilisée pour identifier les bénéficiaires du projet aura permis de prendre en compte les besoins de la population, qu'il s'agisse surtout de leur représentativité au sein de leurs communautés respectives, de l'identification des jeunes leaders lors des focus group, ou de la présence des jeunes comme leaders délégués aux conseils territoriaux de paix et de cohabitation pacifique.
- ☞ Par ailleurs, les besoins de la population ont été bien identifiés à partir i) d'une analyse de la situation réalisée par l'ONG Search for Common Ground en décembre 2016 et juillet 2017 ; ii) des échanges et discussions avec la MONUSCO et la Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP) qui ont appuyé la mise en place des Comités Locaux de Paix (BARAZA); iii) des discussions avec les leaders des communautés Bantous et Twa ; iv) des dialogues communautaires des BARAZA ; v) des focus group avec les groupes des Jeunes et des Femmes ; vi) des focus group avec les ONG nationales et internationales qui interviennent dans le secteur ; vii) des discussions avec les autorités politico-administratives de la province ; viii) d'un atelier national de 4 jours auquel avaient pris part toutes les parties prenantes pour valider le premier document du projet. Il y a lieu de considérer que tout cet aréopage des parties prenantes doit avoir permis d'identifier le problème et les vrais besoins de la population. Ces besoins se résument en deux mots : le retour à la paix et à une cohabitation pacifique entre les Twa et les Bantous, notamment en y impliquant les groupes des deux communautés les plus concernés, à savoir les Jeunes garçons (plus nombreux dans les populations déplacées et les milices), les Jeunes filles (impliquées comme gardiennes des fétiches et esclaves sexuels) et les Femmes (moteurs de la résilience mais aussi victimes des viols et grossesses non désirées).

Q2 : Les objectifs du programme étaient-ils spécifiques pour répondre aux problèmes identifiés ?

Rappelons que les objectifs du programme TUSIKILIZANE sont les suivants :

Objectif 1 : Faire participer les jeunes filles et jeunes garçons des deux communautés aux CLP pour consolider la paix et la cohésion sociale

Objectif 2 : Transformer les jeunes en agents de promotion de paix

Objectif 3 : Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des femmes en vue d'une bonne participation dans les CLP

Objectif 4 : Appuyer économiquement et socialement les femmes en vue d'accroître leur résilience

La spécificité renvoie ici au fait que les objectifs du programme devraient cadrer avec la nature inter-communautaire, intergénérationnelle, et genrée du conflit. En effet, il s'agit principalement d'un conflit communautaire impliquant les Twa et les Bantous, et dont sont principalement victimes les jeunes garçons, les jeunes filles, et les femmes, mais aussi un conflit qui n'est qu'un épiphénomène dont les causes profondes sont plutôt structurelles.

Les problèmes identifiés font ressortir sept grands acteurs dans les conflits communautaires : 1) les jeunes des deux communautés à cause de leur implication dans les milices ; 2) les femmes des deux communautés qui sont les principales victimes de ce conflit ; 3) les milices des deux communautés qui se sont affrontées ; 4) les différents groupes armés Maï-Maï qui ont profité des affrontements entre les deux communautés pour accroître leurs activités ; 5) les FARDC impliquées dans l'éradication de ces affrontements ; 6) la communauté humanitaire (agences UN et autres ONG) qui aident les populations déplacées ; 7) les leaders communautaires et certains hommes politiques ; 8) le Gouvernement provincial du Tanganyika.

Parmi ces acteurs, le conflit communautaire dont il est question touche particulièrement les jeunes et les femmes. Les jeunes parce qu'ils en ont été les grands acteurs : déplacements forcés, enrôlement dans les milices pour les garçons, gardiennes des fétiches ou esclaves sexuels pour les filles. En dépit de cet activisme, ces jeunes n'étaient pas consultés et ne participaient pas non plus dans les CLP BARAZA où se prennent des décisions. En ciblant les Jeunes, le programme TUSIKILIZANE a donc bien pris en compte les besoins spécifiques des communautés.

En ce qui concerne les femmes, elles aussi ont été victimes des conflits communautaires : viols, grossesses non désirées, mais aussi, et paradoxalement, pourvoyeuses de la nourriture et des revenus générés de leurs activités agricoles. Et pourtant, elles ont été marginalisées et ne pouvaient que faiblement participer aux CLP, à cause de leurs faibles capacités éducationnelles et économiques. En ciblant les Femmes parmi les bénéficiaires, le programme TUSIKILIZANE a donc bien pris en compte les besoins spécifiques des communautés.

Constats et/ou Réalisations

- ☞ La spécificité du projet TUSIKILIZANE consiste en ce qu'il a ciblé les acteurs-clé pour en faire les bénéficiaires du programme. Il s'agit 1) les jeunes leaders (filles et garçons, y compris les ex miliciens) des deux communautés Twa et Bantous ; 2) les femmes membres des BARAZA et des Clubs DIMITRA des deux communautés Twa et Bantous; 3) les adultes membres de comités locaux de paix des deux communautés Twa et Bantous; 4) les autorités politico-administratives au niveau local, territorial et provincial.

Q3 : La durée du projet permet-elle d'atteindre les objectifs fixés ?

Le projet TUSIKILIZANE devait durer 18 mois, soit de décembre 2018 à juin 2020. Pour des raisons liées notamment à la crise sanitaire Covid-19, le programme s'est poursuivi jusqu'à la fin de l'année 2020, et son évaluation n'a pu être commanditée qu'en novembre 2020.

Constats et/ou Réalisations

- ☞ Les entretiens réalisés indiquent que certaines activités, notamment le renforcement des capacités techniques des principaux leaders, et l'implication des jeunes dans les comités locaux de paix BARAZA, pouvaient mieux réussir et l'ont effectivement été dans le laps de temps de 18 mois. Cependant, pour ce qui est des autres activités, il semble illusoire d'atteindre le but recherché par le programme, à savoir parvenir à une paix et une cohabitation pacifique entre les Twa et les Bantous.
- ☞ Il ressort des focus group que la raison avancée de ce scepticisme est que pour parvenir à une cohabitation pacifique entre les Bantous et les Twa, il faut un changement de mentalité, et de comportement, de la part des deux communautés, et il faut aussi un changement dans les modes de production des Twa, c'est-à-dire les sortir d'une économie de cueillette pour les impliquer dans l'agriculture. Et cela ne peut se faire en 18 mois.
- ☞ Les discussions de groupe et les personnalités rencontrées recommandent un renouvellement du programme pour une durée de 3 ou 5 ans. Ce renouvellement devrait considérer les villages qui n'ont pas été impliqués jusque là, et permettre de mener des activités en rapport avec les causes structurelles du conflit communautaire. Le programme TUSIKILIZANE aura donc eu le mérite de planter les racines pour la durabilité du programme.

Q4 : Quelle est la pertinence du programme par rapport d'une part au contexte du TANGANYIKA au moment de l'élaboration du programme et, d'autre part, au Fonds du Secrétaire général pour la consolidation de la paix ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ En mettant en concordance les éléments du contexte et les objectifs du projet (tableau 3 ci-dessous), on se rend compte que tous les objectifs du projet ont pris en compte l'un ou l'autre aspect du contexte. Plus particulièrement, tous les objectifs ont pris en charge l'élément 1 du contexte (intensification sérieuse du conflit entre Twa et Bantous) ainsi que l'élément 4 (création et activisme des milices et forces d'autodéfense). Pour les autres éléments, ce sont quelques objectifs qui les ont pris en charge.

Tableau 3 : Concordance entre les éléments du contexte et les objectifs du projet

Eléments du contexte	Objectif 1	Objectif 2	Objectif 3	Objectif 4
Intensification sérieuse du conflit entre Twa et Bantous	x	X	x	x
Non participation des Jeunes aux CLP	x	X	x	
Faible contribution des femmes aux CLP			x	x
Création et activisme des milices et forces d'autodéfense	x	X	x	x
Dépendances des déplacés internes à l'assistance alimentaire			x	x
Spoliation et destruction des champs et petits élevages des communautés d'accueil			x	x

- ☞ Les entretiens qui ont été réalisés renforcent cette concordance. Ainsi, 100 % des personnes interviewées pensent que l'intensification sérieuse du conflit justifie pertinemment bien la pertinence du projet. Et 75 % estiment que la non participation des jeunes aux CLP avait quelque peu fragilisé l'efficacité de ces CLP et justifie la pertinence des objectifs 1 et 2 du projet. 67 % des personnes interviewées pensent que la dépendance des déplacés internes vis-à-vis de l'assistance alimentaire, ainsi que la spoliation et la destruction des champs justifient la mise en place du projet. Quant à la faible contribution des femmes dans les CLP, c'est 46 % des personnes interviewées qui pensent que c'est une raison pertinente pour mettre en œuvre le projet TUSIKILIZANE.
- ☞ En ce qui concerne les Objectifs du Fonds du Secrétaire général pour la consolidation de la paix (PBF), le projet TUSIKILIZANE s'accorde parfaitement avec les objectifs du PBF, notamment pour l'Initiative 2020 qui a ciblé les deux objectifs suivants : i) soutien à l'autonomisation des

femmes et la promotion de l'égalité des sexes ; et ii) soutien au rôle important et positif des jeunes dans la consolidation de la paix.

Q5 : Le choix des partenaires institutionnels et techniques de mise en œuvre sur le terrain a-t-il été rationnel et pertinent ?

Les partenaires institutionnels et techniques de mise en œuvre de ce programme sont :

- 1) Le Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA
- 2) L'Organisation des Nations Unies pour la Science et l'Éducation, UNESCO
- 3) L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, FAO
- 4) Les partenaires gouvernementaux et non-gouvernementaux qui étaient prévus sont les suivants (cfr document du projet) :
 - a. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM)
 - b. Le Ministère Provincial de la Santé et de la Jeunesse du Tanganyika
 - c. Le Ministère Provincial des Affaires humanitaires et du Genre, Famille et Enfant du Tanganyika
 - d. Le Ministère Provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage et Inspection territoriale (ITAPEL) du Tanganyika
 - e. Le Ministère Provincial du Développement Rural et Inspection territoriale (IDR) du Tanganyika
 - f. La Commission Diocésaine Justice et Paix de Kalemie
 - g. Search for Common Ground

Constats et/ou Réalisations

☞ Le choix des partenaires institutionnels et techniques de mise en œuvre nous paraît rationnel pour les raisons suivantes :

1. Un seul partenaire aurait été incapable de mettre en œuvre toutes les dix-neuf (19) activités prévues au programme dans le laps de temps de sa durée (18 mois) ;
2. 66,7 % des personnes interviewées pensent que ce choix a tenu compte des particularités de chaque partenaire. En effet, l'UNFPA, à travers le CDJP, devait se charger principalement de renforcer la participation des jeunes garçons et filles des deux communautés, ainsi que celle des femmes des deux communautés, dans les CLP (Résultats attendus 1 et 3 du Programme) ; l'UNESCO devait faire de ces jeunes des agents de promotion de la paix (Résultat attendu 2 du Programme) et la FAO devait accorder un appui économique et social aux femmes membres des Clubs DIMITRA en vue de renforcer leur autonomisation économique (Résultat attendu 4 du Programme) ;

Tableau 4 : Institutions responsables de la mise en œuvre du projet

Résultats attendus	Volets du programme	Agence UN responsable	Responsable local de la mise en oeuvre
R1	Contribution des jeunes garçons et filles Twa et Bantous à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers leur participation aux Comités Locaux de Paix / BARAZA	UNFPA	CDJP
R2	Transformation des jeunes garçons et filles des deux communautés en Agents de promotion de la paix et cohabitation pacifique à travers la mise en œuvre d'un programme d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique au sein de leurs communautés	UNESCO	UNESCO
R3	Contribution accrue des femmes à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers leur participation de qualité aux Comités Locaux de Paix/BARAZA	UNFPA	APEF
R4	Appui économique et social des femmes pour leur autonomisation et le renforcement de leur résilience	FAO	CEPRODEA

3. 58,3 % des personnes interviewées considèrent que les rôles joués en amont par ces partenaires institutionnels en rapport avec le conflit communautaire justifient leur implication dans la mise en œuvre du projet TUSIKILIZANE

☞ Certains partenaires non-gouvernementaux n'ont pas vraiment été impliqués dans la mise en œuvre du projet mais ont tout de même joué un rôle à l'une ou l'autre phase du projet. C'est notamment le cas de SFCG dont l'étude sur l'état des lieux a permis de circonscrire le problème. C'est aussi le cas de PAM (Programme Alimentaire Mondiale) qui a accompagné le processus d'élaboration et même de mise en œuvre du projet (réunions, formations, visites de terrain). PAM a aussi exécuté avec la FAO le projet P4P. Dans le cadre de la consolidation de la paix dans ce projet, PAM a travaillé avec SFCG et la FAO quant à elle a travaillé avec les Clubs DIMITRA qu'elle a mis en place et non pas les clubs DIMITRA qu'elle a créés dans le cadre du projet TUSIKILIZANE. C'est également le cas de la MONUSCO dont le projet est venu se greffer sur les BARAZA mis en place par elle. De ce fait, la MONUSCO aura éteint le feu et permis que les autres projets viennent s'implanter. Son rôle aura été celui d'une mémoire institutionnelle et de conseiller.

☞ Les partenaires gouvernementaux n'ont que partiellement été impliqués dans la mise en œuvre du projet. En tout cas ils n'ont pas été impliqués dans la gestion financière du projet, ni dans le suivi et l'évaluation. Leur

présence a cependant été remarquable lors des différentes cérémonies liées au projet.

Q6 : L'approche choisie et les moyens utilisés pour atteindre ces objectifs ont-ils été pertinents ? L'équilibre entre les axes du projet a-t-il été pertinent face aux enjeux ?

Constats et/ou réalisations

- ☞ L'approche choisie pour atteindre les objectifs se résume en i) la création des Comités Locaux de Paix BARAZA, des Clubs DIMITRA, des AVEC, ... ; ii) l'identification des bénéficiaires directs (jeunes filles et garçons et femmes des deux communautés) ; iii) la formation de ces bénéficiaires directs sur différents aspects (la paix, l'autonomisation, la création des AGR, etc); et iv) leur implication dans la sensibilisation pour la promotion de la paix, auprès de la population et particulièrement d'autres jeunes et femmes, dans les Comités Locaux de Paix et les Conseils territoriaux de paix. Ceci devrait leur permettre par la suite d'être les agents de promotion et consolidation de la paix et de la cohésion sociale.
- ☞ Les différents rapports indiquent que la création des CLP, Clubs DIMITRA, AVEC, etc comme structures à travers lesquelles devaient se faire la mobilisation des jeunes et leur implication dans les efforts de pacification aura été pertinente, comme en témoigne la participation des jeunes et des femmes des deux communautés Twa et Bantous dans ces structures, même si la participation des Twa est plus faible que celle des Bantous, compte tenu de leur poids démographique.
- ☞ Les entretiens qui ont été réalisés indiquent que ces moyens et approches ont certaines limites au regard des éléments suivants :
 1. 91,7 % des personnes interviewées pensent que la proportion des jeunes ayant bénéficié du renforcement des capacités (de la formation) est faible, par rapport aux besoins et à leur poids démographique. En effet, pour que les jeunes deviennent véritablement des agents de transformation de la société, de paix et de cohésion sociale, il importe qu'ils soient plus nombreux à être formés et à participer aux CLP. Tous les rapports des formations ont relevé ce fait, tout en signalant que ces formations ont suscité un engouement, mais qu'elles n'ont bénéficié qu'à une infime proportion de jeunes tel que prévu dans le document du projet, comparativement au nombre total de jeunes qui sont dans le besoin dans ces territoires ;
 2. 83,3 % des personnes interviewées pensent la même chose quant à la proportion des femmes ayant bénéficié du renforcement des capacités; elle est aussi faible par rapport aux besoins. Par exemple, cette activité (Produit 3) a suscité tellement d'engouement que des femmes sont parfois venues de 200 km et ont marché à pied pour

venir participer à ces formations. Ce qui laisse entrevoir la nécessité de multiplier les formations et de les rapprocher des femmes ;

3. La participation des jeunes et des femmes aux CLP ne permet pas non plus de bien atteindre les objectifs pour la même raison qui a été évoquée, à savoir le nombre de jeunes qui participent aux réunions mensuelles des CLP est faible. Quant aux réunions des Conseils territoriaux de paix et la participation des jeunes dans ces CTP, on note que ces réunions sont assez irrégulières.

Quant à l'équilibre entre les axes, il a été respecté. On pourrait dire, au vu du tableau 5 ci-dessous, que le Résultat attendu 3 fait office de parent pauvre, car il n'y était prévu, au départ que 2 activités (cfr le document du projet). Dans les faits cependant, il y a eu plus de deux activités mises en œuvre pour ce résultat attendu comme nous le montrons plus loin, à savoir alphabétisation, formation en leadership, consultation des femmes, entrepreneuriat des jeunes.

Tableau 5 : Nombre d'activités prévues dans le document du projet pour chaque résultat attendu

	Résultats attendus	Activités	
		Nombre	%
1	200 jeunes garçons et filles issus des deux communautés utilisent leurs connaissances et leurs compétences pour contribuer à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers leur participation aux Comités Locaux de Paix BARAZA	5	28
2	200 jeunes garçons et filles issus des deux communautés transformés en Agents de Promotion de la Paix et cohabitation pacifique à travers la mise en œuvre d'un programme d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique au sein de leurs communautés	6	33
3	50 femmes (Twa et Bantous) membres des comités locaux de paix (BARAZA) contribuent davantage à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers une participation de qualité aux Comités Locaux de Paix	2	11
4	1000 femmes (Twa et Bantous) membres des clubs DIMITRA reçoivent un appui économique et social en vue de renforcer la résilience	5	28
	Total	18	100

Q7 : Dans quelle mesure le projet a-t-il pris en compte des spécificités des hommes et des femmes dans toutes les phases du cycle du projet ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ Le projet a bien pris en compte les spécificités des hommes et des femmes. En effet, au moment de l'élaboration du programme, les hommes comme les femmes ont pris part aux consultations faites pour identifier les problèmes qui se posaient. Au cours de la mise en œuvre du projet,

87,5 % des personnalités rencontrées pensent que les besoins spécifiques des garçons comme ceux des filles ont bel et bien été pris en compte. Par ailleurs, toutes les personnes rencontrées (100%) ont déclaré que le projet a prévu des activités spécifiques des femmes, notamment l'alphabétisation, l'autonomisation économique).

- ☞ Pour rap pel, le problème spécifique des hommes aura été leur activisme dans les milices et/les actes de violence vis-à-vis des personnes membres de l'autre communauté ; tandis que pour les femmes il y a leur victimisation, leur faible participation aux BARAZA ou Clubs DIMITRI à cause de leur analphabétisme et leur pauvreté.
- ☞ Les personnalités rencontrées estiment cependant que le projet aurait dû impliquer plus de femmes Twa dans le processus, car chez les Twa c'est la femme qui est plus influente auprès de son mari et donc de la société que l'homme. Mais on comprend ce déficit, car d'une part les Twa sont minoritaires par rapport aux Bantous, et d'autre part on ne les trouve pas tous dans les villages. Nombreux sont dans les brousses éloignées des autres et même en dehors des zones du projet,

Q8 : Dans quelle mesure la théorie du changement et les stratégies de mise en œuvre étaient pertinentes ?

A propos de la théorie du changement

- ☞ La théorie de changement est pertinente en ce qu'elle fait bien ressortir :
 1. Les bénéficiaires directs (les jeunes et les femmes) et indirects (le pouvoir public) du projet;
 2. L'approche utilisée pour parvenir à la paix : la formation des bénéficiaires à la paix, l'autonomisation des femmes ;
 3. le canal utilisé pour favoriser leur contribution à la paix : la participation des bénéficiaires au CLP BARAZA et aux club DIMITRA.
- ☞ Cependant, la théorie a omis de prendre en compte trois éléments importants :
 1. La nécessité d'impliquer un plus grand nombre de jeunes pour avoir l'effet-nombre ;
 2. La nécessité de veiller à ce que les jeunes formés deviennent effectivement des agents de promotion de paix ;
 3. Une implication plus effective du pouvoir public.
- ☞ De ce qui précède, nous pensons que la théorie du changement aurait dû être formulée comme suite (voir encadré) :

« Si les jeunes et les femmes sont formés en grand nombre, leur poids dans les CLP augmentera et leurs aspirations seront facilement prises en compte dans le processus de consolidation de la paix et de la cohésion sociale. Et si leurs CLP sont dotés de moyens nécessaires pour faire d'eux de véritables leaders communautaires et agents de promotion de paix, la quasi-totalité des jeunes et des femmes seront sensibilisés pour s'engager dans le processus de paix et de cohésion sociale. Par ailleurs, si les recommandations des CLP BARAZA et Club DIMITRA sont endossées par le pouvoir public, alors ces recommandations seront coulées en lois et deviendront opposables à tous. Et si le pouvoir public met en place des mécanismes de suivi de la mise en œuvre fonctionnels, alors la paix et la cohésion sociale entre les deux communautés s'installeront durablement. D'autre part, si une masse critique des femmes sont autonomisées à travers les Activités Génératrices des Revenus, le projet contribuera à leur résilience ainsi qu'à celle de leurs communautés, à la prévention de leur enrôlement dans les conflits, et à leur engagement en faveur de la paix ».

A propos de la stratégie de mise en œuvre du projet

- ☞ Globalement, la stratégie de mise en œuvre du projet est pertinente :
- i) le consortium mis en place pour gérer le projet (Agences UN, les partenaires étatiques et les ONG) est approprié. Cependant, certains partenaires étatiques se plaignent de n'avoir qu'un rôle consultatif et protocolaire ; certains autres ignorent même les tenants et les aboutissants du projet (cas de la Ministre du Genre) ;
 - ii) la création du Conseil Territorial de Paix est fortement appréciée et considéré comme un mécanisme nouveau dans la recherche de la paix et la cohésion sociale ;
 - iii) Par ailleurs, la stratégie de mise en œuvre souffre de deux limites : celle de la représentativité, de l'inclusivité. Certaines personnalités rencontrées estiment que les jeunes qui ont participé aux focus où ils ont été choisis pour faire partie des CSP BARAZA et du projet ne sont pas nécessairement représentatifs de tous les jeunes, ni des leaders politiques, de sorte qu'ils auraient eu des difficultés pour faire passer le message de la paix auprès des autres jeunes et de la population, notamment les chefs coutumiers. S'agissant de l'inclusivité, les personnalités rencontrées estiment que le nombre de jeunes et de femmes impliqués dans le projet n'est qu'une proportion infime de l'ensemble des femmes et des jeunes, une goutte d'eau dont l'impact sur l'objectif recherché pourrait être difficilement obtenu au niveau de l'ensemble de la population.

- iv) la division des rôles entre les trois Agences UN est pertinente en ce qu'il est conforme à leurs mandats respectifs. Quelques faiblesses sont cependant rapportées. En effet, certaines activités qui devaient relever de tel partenaire étaient plutôt mises en œuvre par tel autre partenaire. C'est notamment le cas de l'alphabétisation qui a été mise en œuvre par l'APEF (Association pour la Promotion pour l'Eveil de la Femme), sous l'égide de l'UNFPA, alors que ceci devait normalement relever de l'UNESCO. Tout compte fait, l'UNFPA a pris en charge la mise en œuvre des activités des Résultats attendus 1, 2 et 3.
- v) L'implication des ONG dans la gestion et leur choix ont été efficaces sauf en ce qui concerne le Résultat 2 du projet où l'UNESCO s'est vu obligée de mettre elle-même en œuvre les activités car l'ONG LIPEDEM a failli au mandat qui lui était confié ;
- vi) Les raisons avancées pour le choix des trois territoires d'intervention (Kalemie, Kabalo, Nyunzu) sont pertinentes, à savoir le fait que ce sont des territoires qui auront été l'épicentre du conflit communautaire et/ou qui ont accueilli un grand nombre de populations déplacées (cfr tableau 1). Cependant, d'autres territoires, notamment Manono et Moba devraient aussi être impliqués dans un tel projet ;
- vii) les critères de choix des bénéficiaires paraissent pertinents, à deux exceptions près :
 - a. pour les Twas il aurait fallu des proportions plus importantes des femmes. En effet, il a été rapporté que la femme Twa est plus influente vis-à-vis de son mari et non le contraire ;
 - b. il semble que les jeunes qui ont été identifiés pour participer aux CLP ne sont pas tous des leaders, de sorte que beaucoup ont eu des difficultés pour relayer l'information reçue pendant la formation auprès de leurs bases.

Q9 : Dans quelle mesure la stratégie de suivi du projet était-elle utile et fiable pour mesurer les progrès vers les résultats de développement et ajuster ou prendre des mesures (correctrices) nécessaires à temps réel pour adapter le projet aux besoins des bénéficiaires ?

Constats et/ou Réalisations des activités

- ☞ Les activités qui ont été organisées ont fait l'objet de rapports ad hoc sur les objectifs poursuivis, les participants, les résultats atteints, les défis et

contraintes, et les recommandations. Ces rapports ont permis et permettent de suivre comment les activités se sont déroulées ;

- ☞ Des réunions et des visites du terrain ont eu lieu pour le suivi des activités du projet. On note la présence de certains ministres (cas de l'ancien ministre de la jeunesse) sur le terrain pour, entre autres, participer au dialogue intercommunautaire ;
- ☞ Cependant, on note qu'il n'y a presque pas eu de réunions ni d'échange des rapports entre les partenaires locaux de mise en œuvre afin de se connaître davantage et mieux connaître les avancées dans la réalisation des différents produits.

Q10 : Quelle est la pertinence globale du projet dans la réalisation des produits et effets attendus ?

- ☞ Globalement, le projet TUSIKILIZANE est très pertinent. Ses objectifs sont en parfaite adéquation avec les besoins de la population ; le contexte du Tanganyika ainsi que les priorités du Gouvernement provincial. La spécificité du projet réside en ce qu'il a pris en compte les acteurs-clés du conflit communautaire, à savoir les jeunes filles et garçons des deux communautés, les femmes des deux communautés, et le pouvoir public. Le projet aura planté le décor pour avoir un impact durable sur la paix et la cohésion sociale entre les Twa et les Bantous. Il a fallu sauter le verrou et a permis aux deux communautés Twa et Bantous de s'écouter, de s'accepter, de collaborer. Les institutions qui ont servi pour l'atteinte des objectifs (CLP BARAZA, Club DIMITRA, AVEC, Radio RT...) ainsi que les partenaires locaux de mise en œuvre (CDJP, APEF, CEPRODEA, Radio RT...etc) sont des acquis sur lesquels pourront reposer les activités futures.

4.2 Efficacité du programme

Q11 : Dans quelle mesure les activités réalisées ont permis d'atteindre les résultats prévus et de quelle manière ces résultats contribuent à l'atteinte des objectifs fixés par le programme ?

Résultat attendu 1 : 200 jeunes garçons et filles issus des deux communautés utilisent leurs connaissances et leurs compétences pour contribuer à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers leur participation aux comités locaux de paix BARAZA.

Partenaire de mise en œuvre : CDJP (Commission Diocésaine Justice et Paix)

Indicateurs :

- Nombre de jeunes filles et garçons (y inclut les ex miliciens) issus des deux communautés (Twa et Bantous) qui participent aux Comités Locaux de Paix BARAZA
- Pourcentage de décisions/recommandations des comités locaux de paix qui prennent en compte les aspirations et les besoins de jeunes
- 3 conseils territoriaux de paix installés et redynamisés, 1 conseil provincial de paix installé ou redynamisé

Produit 1.1 : Les leaders communautaires (Twas et Bantous) membres des comités locaux de paix reconnaissent l'importance de la contribution des jeunes filles et des jeunes garçons (Twas et Bantous) dans la consolidation de la paix et la cohabitation pacifique et acceptent qu'ils siègent au même titre qu'eux dans les comités locaux de paix

Indicateurs de performance

- Indicateur 1.1.1 : Nombre de sessions de plaidoyer réalisées auprès des leaders twas et bantous membres des comités locaux de paix au sujet de la participation des jeunes femmes et garçons (y compris les anciens miliciens) aux comités locaux de paix

Constats et/ou Réalisations des activités

Activité 1.1.1 : Réaliser un plaidoyer auprès des leaders Twa et Bantous membres des Comités Locaux de Paix (CLP) en faveur de la participation des jeunes filles et des jeunes garçons (y compris les ex miliciens) issus des deux communautés.

☞ *Au total, 25 Clubs de solidarité et paix BARAZA ont été créés/appuyés dans le cadre du projet, et 192 membres participent à ces CSP.*

Tableau 6 : Nombre de CSP créés

Territoire	Nombre de CSP	Nombre de membres des CSP		
		Hommes	Femmes	Total
Kalemie	9	44	28	72
Kabalo	6	30	18	48
Nyunzu	9	44	28	72

☞ *29 sessions de plaidoyer ont été organisées auprès des leaders Twa et Bantous membres des Comités Locaux de Paix (CLP) en faveur de la participation des jeunes filles et des jeunes garçons (y compris les ex miliciens) issus des deux communautés (voir rapports CDJP).*

- ☞ *Par ailleurs, les leaders communautaires reconnaissent que cette participation des jeunes garçons aux CLP contribue à la consolidation de la paix. Elle a permis aux jeunes bantous de bannir leur orgueil vis-à-vis des Twa. Quant aux jeunes Twa, elle leur a permis de diminuer la haine tribale en se faisant des amis parmi les jeunes bantous. Elle a fait des jeunes (Twa et Bantous) des agents de sensibilisation.*
- ☞ *Il est signalé cependant que les jeunes filles Twa participent de moins en moins aux CLP/BARAZA, peut-être à cause de certains comportements discriminatoires affichés à leur endroit par les jeunes filles bantoues.*

Produit 1.2 : 200 jeunes garçons et filles (y compris les ex miliciens) issues des deux communautés (Twa et Bantous) possèdent des connaissances et des compétences nécessaires pour participer activement aux Comités Locaux de Paix.

Indicateurs de performance :

- Indicateur 1.2.1 : Les modules et trousse à outils sont disponibles
- Indicateur 1.2.2 : Nombre de jeunes garçons et filles (y inclus les anciens miliciens) issus des deux communautés formés comme formateurs sur la participation, le leadership, la médiation communautaire, le plaidoyer et lobbying.
- Indicateur 1.2.3 : Nombre de jeunes filles et garçons (y inclus les miliciens) issus des deux communautés (twa et bantou) qui participent aux comités locaux de paix (BARAZA, Comité villageois de paix)

Constats et/ou Réalisations

Activité 1.2.1 : Produire des modules de formation ainsi qu'une trousse à outils sur la participation politique, le leadership, le plaidoyer de jeunes, le lobbying, la démocratie, la communication non violente, la bonne gouvernance, le développement durable, la démocratie, la citoyenneté, et.

- ☞ *16 modules de formation ainsi qu'une trousse sur la participation politique, le leadership, le plaidoyer de jeunes, le lobbying, la démocratie, la communication non violente, la bonne gouvernance, le développement durable, la démocratie, la citoyenneté, etc ont été produits avec l'appui d'un consultant recruté, suivi d'un atelier de validation de contenu des modules.*

Activité 1.2.2 : Former un Pool (10 %) des jeunes filles et garçons (y compris les ex miliciens) issus des deux communautés formés comme formateurs sur la participation politique, le leadership, la médiation communautaire, le plaidoyer, lobbying, etc.

- ☞ 20 jeunes, dont 07 Twa et 13 Bantous ; 08 filles et 12 garçons, ont été sélectionnés puis formés comme formateurs sur le leadership, les techniques d'animation, la médiation communautaire, le plaidoyer et le lobbying.



Activité 1.2.3 : Organiser des ateliers de formation des jeunes filles et garçons (Twa et Bantous) sur la participation politique, le leadership, la médiation communautaire, le plaidoyer, le lobbying, etc dans les territoires de Nyunzu, Kabalo et Kalemie.

- ☞ 180 jeunes, dont 51 filles et 129 garçons ont été formés sur le leadership, les techniques d'animation, la médiation communautaire, le plaidoyer et le lobbying, etc.

Activité 1.2.4 : Organiser des sessions de formation des jeunes de clubs sur les différentes techniques de production des biens et services en rapport avec les opportunités économiques locales identifiées.

- ☞ 53 jeunes (37 garçons et 16 filles), dont 22 Twa et 31 Bantous, membres des CSP ont été formés sur l'entrepreneuriat innovant et la conception des projets ;

- ☞ *10 projets innovants ont été élaborés par les jeunes dans les domaines de menuiserie, savonnerie, panification, élevage et transformation des produits agricoles.*

Activité 1.2.5 : Organiser des ateliers de formation sur la gestion des projets des jeunes Twa et Bantous de Nyunzu

- ☞ *70 jeunes membres des cinq CSP de Nyunzu ont pris part à la formation sur la gestion des projets des jeunes. Cette formation a couvert les modules suivants : i) le cycle de projet ; ii) les outils de gestion administrative ; iii) les outils de gestion financière ; iv) l'élaboration de mini-projets ; v) la mobilisation des ressources ; vi) la panification (fabrication des pains) ; vii) la saponification (fabrication des savons).*
- ☞ *La formation a été à la fois théorique et pratique. Concernant la pratique, les participants ont élaboré des mini-projets et des plans d'action. Ils ont aussi procédé à un exercice de panification et de saponification.*

Activité 1.2.6 : Organiser des ateliers portant sur la sélection de projet entrepreneurial innovant

- ☞ *40 jeunes ont été formés sur et connaissent maintenant les différentes filières d'activités génératrices des revenus disponibles dans leurs milieux ; ils savent comment innover pour contribuer à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix durable.*

Produit 1.3 : 200 leaders des jeunes issues des deux communautés (Twa et Bantous) participent effectivement dans les comités locaux de paix.

Indicateurs de performance :

- Indicateur 1.3.1 : Pourcentage de clubs de paix et de solidarité fonctionnels
- Indicateur 1.3.2 : Nombre des recommandations proposées par les clubs des jeunes pour être traitées au niveau de BARAZA

Constats et/ou Réalisations

Activité 1.3.1 : Appuyer le fonctionnement des clubs de solidarité et de paix (CSP) des jeunes

- ☞ *25 Clubs de solidarité et de paix (CSP) des jeunes Twa et Bantous ont été installés et redynamisés à Kabalo (06), Nyunzu (09) et Kalemie (10) ;*

- ☞ *119 recommandations de décisions des CLP prenant en compte les aspirations et besoins des jeunes sont retenus dans les rapports des BARAZA et de Conseils Territoriaux de Paix*
- ☞ *Et 80 % des décisions/recommandations des CLP prennent en compte les besoins et aspirations des jeunes retenus dans les rapports des BARAZA et de Conseils Territoriaux de Paix*

Activité 1.3.2 : Appuyer la mise en œuvre des décisions et recommandations issues des BARAZA

- ☞ *70 % de ces recommandations ont été exécutés par les décideurs et partenaires UNFPA : organisation des matchs TUSIKILIZANE, travaux d'intérêt communautaire, suppression des barrières payantes des militaires et des taxes illégales, etc.*
- ☞ *06 recommandations ont été exécutées dans les territoires de Kabalo, Nyunzu et Kalemie sur la cohésion sociale et les tracasseries militaires.*
- ☞ *08 travaux d'intérêts communautaires ont été réalisés, notamment à Nyunzu et à Kabalo : peinture du bureau de territoire de Nyunzu par les jeunes ;*



- ☞ 75 rencontres ont été organisées et 47 recommandations à soumettre aux Comités Territoriaux de Paix (CTP) ont été formulées par des Jeunes des CSP ;
- ☞ 3 mini-forums (réunions de Conseils Territoriaux de Paix) ont été organisés à Kabalo, Kalemie et Nyunzu. A ces occasions, 03 cahiers de charges avec recommandations n'ayant pas trouvé des solutions au niveau territorial ont été élaboré et soumis au CPP. L'annexe 1 résume ces cahiers de charges.



- ☞ Une réunion de redynamisation du Conseil Provincial de Paix (CPP) a été organisée pour analyser les recommandations qui n'ont pas trouvé de solutions aux niveaux des CTP
- ☞ 36 émissions ont été réalisées à la radio communautaire de Nyunzu et 54 séances dans les villages environnants.

Résultat attendu 2 : 200 jeunes garçons et filles issus des deux communautés transformés en Agents de Promotion de la Paix et cohabitation pacifique à travers la mise en œuvre d'un programme d'éducation à la paix et à la cohabitation au sein de leurs communautés

Partenaire de mise en œuvre : LIPEDEM n'ayant pas pu accomplir son mandat comme prévu, l'UNESCO a elle-même pris en charge la mise en œuvre de ce résultat.

Indicateurs :

- Nombre des jeunes filles et garçons formés sur la conception et l'animation des programmes d'éducation communautaire à la paix
- % de jeunes (filles et garçons) qui ont conçu et mis en œuvre un programme d'éducation à la paix.
- Un programme communautaire d'éducation à la paix ciblant les jeunes et animés par eux est fonctionnel

Produit 1 : Une masse critique des jeunes (filles et garçons) membres des clubs de paix et de solidarité capables de développer et mettre en œuvre un programme d'éducation à la paix et de la cohésion pacifique est disponible

Indicateurs de performance :

- Indicateur 2.1.1 : Une évaluation rapide des outils et mécanismes endogènes de prévention de conflit et cohabitation pacifique existant dans les deux communautés est réalisée
- Indicateur 2.1.2 : Un pool des jeunes filles et garçons membres des clubs de solidarité et de paix comme formateur sur la conception et l'animation des programmes communautaires d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique est constitué
- Indicateur 2.1.3 : Des ateliers de formation des jeunes sur la conception et l'animation des programmes communautaires d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique dans les territoires de Nyunzu, Kabalo et Kalemie sont organisés

Constats et/ou Réalisations

Activité 2.1.1 : Réaliser une évaluation rapide des outils et mécanismes endogènes de prévention de conflit et cohabitation pacifique existant dans les deux communautés.

- ☞ *Une évaluation rapide des outils et mécanismes endogènes de prévention de conflit et cohabitation pacifique existant dans les deux communautés a été réalisée en recourant à des focus groups à Kalemie, Nyunzu et Kabalo ;*
- ☞ *Cette évaluation a montré qu'il existe 150 mécanismes endogènes de prévention de conflit, notamment les médiations communautaires, les activités de rapprochement communautaire, les rencontres entre les structures de paix et ceux du territoire, les sensibilisations sur la prévention des conflits communautaires et la cohabitation pacifique entre les communautés, les réunions organisées avec la population autour des leaders locaux et enfin les activités d'intérêt public.*

Implication des jeunes dans les mécanismes de prévention des conflits

- ☞ *Pour la majorité des répondants lors de l'évaluation à Kalemie, Nyunzu et Kabalo, les jeunes participent plus aux activités de paix que les femmes. En dépit du fait qu'ils sont plus susceptibles d'être instrumentalisés, leur participation dans les activités de cohésion sociale est beaucoup plus promue que celle des femmes. Par contre, dans les BARAZA, les jeunes prennent moins la parole que les adultes, ce qui fait que leur degré de participation dans ces structures reste moyen en dépit des efforts fournis pour promouvoir leur participation. Beaucoup de répondants ont indiqué qu'il y a une nette amélioration dans certaines structures telles que les BARAZA, qui réservent un temps à donné aux jeunes aux cours de leurs réunions pour qu'ils prennent la parole et fassent entendre leurs aspirations et préoccupations.*

Implication des autorités locales dans les mécanismes de prévention des conflits

- ☞ *Selon certains répondants, l'implication des autorités locales est très faible. Les autorités devraient pourtant s'impliquer davantage pour contribuer à résoudre les problèmes auxquels la population fait face et prendre part aux activités de cohésion sociale au niveau communautaire. Cela aiderait à renforcer la confiance entre les différentes parties prenantes et à multiplier les opportunités de dialogue. Et notamment à apporter une réponse adéquate aux problèmes soulevés par la population, dont le problème lié aux tracasseries (paiement de 500 à 1000 Franc Congolais par personne lors d'un passage) liés aux barrages de sécurité érigés près des villages par les Forces Armées de la RDC (FARDC), ainsi que le problème lié aux travaux forcés (puisage d'eau, extractions de minerais, etc).*

Efficacité des mécanismes endogènes de prévention de conflit & cohabitation pacifique

- ☞ *Certains répondants ont expliqué que les conflits intercommunautaires ont diminué à la suite des activités de prévention de conflit et de consolidation de paix organisés par ces mécanismes. Ils ont indiqué également que ces mécanismes ont permis de renforcer le vivre ensemble entre Twa et Bantou. Les rapprochements entre Twa et Bantous, la diminution du sentiment d'insécurité (passer de la peur des autres à un sentiment de confiance) sont autant de changements opérés dans la communauté grâce aux mécanismes de prévention des conflits et de la cohabitation pacifique mis en place. Ils ont indiqué que les outils comme le recours au dialogue, la médiation, la promotion des champs communautaires ont contribué à apporter un changement de comportements entre les membres des deux communautés.*



Activité 2.1.2 : Former un Pool des jeunes filles et garçons membres des clubs de solidarité et de paix comme formateurs sur la conception et l'animation des programmes communautaires d'éducation à la paix et à la cohabitation.

☞ *Un pool de 20 jeunes leaders filles et garçons des deux communautés Twa et Bantou ont été identifiés à Kalemie, Kabalo et Nyunzu et formés comme formateurs sur l'éducation à la paix et la cohabitation pacifique pour renforcer leurs participations aux comités locaux de paix (BARAZA). Cette formation a porté sur les modules suivants : la technique de formation, la recherche-action participative, l'élaboration d'une session de formation, les techniques d'animation, la gestion & la prévention des conflits, la gestion communautaire des conflits (technique de né, processus de négociation et médiation), la gestion communautaire des conflits, le dialogue inclusif (outil de prévention, de renforcement de la confiance et du vivre ensemble), l'écoute et la parole active : les instruments pour ramener la paix, la communication pour le changement de comportement, le processus d'élaboration d'un plan de communication, la technique de sensibilisation : implication des pairs dans la cohésion sociale, la technique de plaidoyer, le leadership, la démocratie et la bonne gouvernance et enfin le civisme et la citoyenneté. Cette formation devrait transformer ces jeunes en agents de promotion de la paix et de la cohabitation pacifique. Sur les 20 jeunes qui ont été formés, il y avait 8 filles et 12 garçons, et 6 Twa et 14 Bantous. (tableau 7).*

Tableau 7 : Nombre des jeunes formés comme formateurs sur la conception et l'animation des programmes communautaires d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique.

N°	Territoire	Données sociodémographiques				Total
		Filles	Garçons	Twa	Bantous	
1	Kalemie	4	4	3	5	8
2	Nyunzu	2	4	2	4	6
3	Kabalo	2	4	1	5	6
Total		8	12	6	14	20

Activité 2.1.3 : Organiser des ateliers de formation de jeunes sur la conception et l'animation des programmes communautaires d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique dans les territoires de Nyunzu, Kabalo et Kalemie.

- ☞ *Au total, 180 jeunes Twa et Bantou pairs éducateurs des trois territoires de Kalemie, Kabalo et Nyunzu ont été formés en vue de leur transformation en agents de promotion de paix et de la cohésion sociale. La formation a porté sur les mêmes modules que celle assurée au 20 jeunes (activité 2.1.2). A ce nombre s'ajoutent les 20 jeunes leaders formateurs des formateurs formés auparavant, ce qui donne un nombre de 200 jeunes garçons et filles issus des deux communautés transformées en Agents de Promotion de la Paix et cohabitation pacifique à travers la mise en œuvre d'un programme d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique au sein de leurs communautés.*



Photo de famille à Kabalo avec les autorités lors de la formation des pairs éducateurs

Produit 2: Les capacités techniques et opérationnelles des radios communautaires (y compris des jeunes) des zones ciblées par le projet sont renforcées pour accompagner des activités d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique

Indicateurs de performance :

- Indicateur 2.2.1 : La cartographie des radios communautaires est disponible
- Indicateur 2.2.2 : Nombre d'animateurs (y compris les leaders jeunes) des radios communautaires formés sur l'accompagnement des programmes communautaires d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique
- Indicateur 2.2.3 : Les radios communautaires répertoriées sont dotées en matériels et équipements pour l'organisation des émissions en rapport avec l'éducation à la paix et à la cohabitation

- Indicateur 2.2.4 : La mise en oeuvre des activités du programme d'éducation à la paix est appuyée

Constats et/ou Réalisations

Activité 2.2.1 : Réaliser une cartographie des radios communautaires des territoires ciblés par le projet a été faite.

- ☞ *A la place d'une cartographie des radios communautaires, il a été réalisé une évaluation des radios communautaires à l'issue de laquelle la radio RCK-TV de Nyunzu a été retenue pour être équipée et impliquée dans l'organisation des émissions en rapport avec la paix. Néanmoins, la FAO a réalisé une cartographie des radios, vu qu'elle a procédé à une première activité dans ce domaine.*

Activité 2.2.2 : Former des animateurs des radios communautaires (y compris les jeunes leaders) répertoriés sur l'accompagnement des programmes communautaires d'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique.

A) Atelier de validation des outils de formation du projet Tusikilizane

- ☞ *Des modules de formation ainsi qu'une trousse à outils sur la participation politique, le leadership, le plaidoyer de jeunes, le lobbying, la démocratie, la communication non violente, la bonne gouvernance, le développement durable, la démocratie et la citoyenneté ont été produits.*
- ☞ *Un manuel de formation et une boîte à images ont été conçus par le consultant expert en éducation et développement de l'UNESCO. Ces outils ont accompagné les jeunes leaders Twa et Bantou formateurs de formateurs et pairs éducateurs dans l'exercice de leurs missions de sensibiliser et éduquer leurs communautés respectives sur la paix et la cohésion sociale.*
- ☞ *Après la conception de ces outils pédagogiques pour les jeunes leaders Twa et Bantou, ces outils ont été validés lors d'un atelier de validation par les partenaires, les acteurs humanitaires et les bénéficiaires du projet. Après la validation de ces outils, l'UNESCO a imprimé le manuel de formation et la boîte à images qui sont disponibles maintenant pour accompagner les jeunes leaders Twa et Bantou, filles et garçons à bien faire leurs sensibilisations en milieu de jeune et communautaire.*
- ☞ *La boîte à images a été traduite en trois langues locales à savoir: le swahili, le kitwa et le kiluba.*

B. Ateliers de renforcement des capacités sur « les jeunes et la Radio pour la culture de la Paix à Kalemie, Kabalo et Nyunzu »

- ☞ 3 ateliers de renforcement de capacités en communication et information ont été organisés à Nyunzu, Kalemie et Kabalo auxquels ont participé des jeunes filles (45) et garçons (85) membres de 25 Clubs de Solidarité et de Paix ; 25 staffs des radios communautaires de Nyunzu, Kalemie et de RCK Languka de Kabalo ; 21 membres de l'administration territoriale et de la société civile. La conception et la production de la boîte à image que les pairs éducateurs utiliseront lors des réunions des causeries éducatives dans chaque territoire respectif de la province du Tanganyika.
- ☞ 180 jeunes filles et garçons Twa et Bantou, ont pu, grâce à leurs formations en éducation à la paix et la cohabitation pacifique, planifier et organiser des séances de sensibilisation dans leurs communautés et des séances de causeries éducatives. Grace aux compétences acquises, les jeunes ont pu non seulement contribuer à renforcer la cohésion sociale entre les deux communautés mais également sensibiliser plus de 1132 membres de la communauté dont 450 femmes et 682 hommes et 167 paires jeunes dont 80 filles et 87 garçons (Twa et Bantou).



- ☞ Ces jeunes leaders, pairs éducateurs, filles et garçons de Nyunzu, formés sur la radio communautaire sont en train d'animer des émissions sur la RCK-TV Nyunzu ; ils sont devenus aujourd'hui très importants au sein de la communauté, car même l'administration territoriale et les sages de la cité les appellent « WA LETA AMANI » qui veut dire « CEUX QUI AMENENT LA PAIX » grâce à leurs émissions « TUSHI PAMOJA, KWA UMOJA NA AMANI »

qui veut dire « VIVONS ENSEMBLE, POUR L'UNITE ET LA PAIX » et « MAONI YA VIJANA ». Dans ces émissions, ils animent sur la paix, le développement, l'amour du prochain et bien d'autres thèmes qui touchent à la paix et à la cohabitation pacifique. Ils ont bravé la peur et sont devenus des véritables acteurs de la paix dans une zone où les autres membres de la communauté bantou ne voulaient plus entendre parler de paix ; ils sont aujourd'hui la référence dans la cité de Nyunzu. A Kabalo, les jeunes formés sur la radio communautaire ne savent pas animer des émissions à la radio suite à un problème avec la radio communautaire RCK-Languka qui ne fonctionne. Néanmoins, ils organisent des causeries éducatives sur la paix et la cohésion sociale dans leurs communautés respectives (Twa et Bantou).

Activité 2.2.3 : Les radios communautaires répertoriées ont été dotées en matériels et équipements pour l'organisation des émissions en rapport avec l'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique.

- ☞ *La Radio RCK-TV Nyunzu a été dotée en équipements ci-après : un générateur Pérkins de 25 KVA, un stabilisateur KEBO de 5000 VA, un inverseur Maxima, 5 panneaux solaires JKM, un Onduleur APC 1500 VA et 6 batteries Maxima, ce en vue d'accroître la capacité de l'émetteur de cette radio afin qu'elle puisse être entendue le plus loin possible, et de permettre l'autosuffisance en énergie de cette Radio, un défi majeur pour promouvoir l'accès à l'information dans les milieux ruraux de la province en général et des territoires en particulier. Tous ces équipements ont été remis officiellement par Mr Joseph Poto Poto, délégué du représentant à Nyunzu et administrateur national en charge de la communication et information de l'UNESCO à l'administrateur du territoire de Nyunzu.*

Joseph Poto Poto faisant le discours devant les autorités et les représentants des communautés Twa et Bantou ainsi que les responsables de la Radio RCK-TV avant la remise officielle des matériels



- ☞ *Par ailleurs, pour permettre l'accès à l'information de tous, une sous-station relais a été achetée et est en train d'être installée à Lengwe, un village qui*

se trouve à plus ou moins 94 Km de Nyunzu chef-lieu du même territoire, par un ingénieur de la Radio-télévision Nationale Congolaise (RTNC). Cette sous-station permettra d'appuyer la radio RCK-TV afin qu'elle puisse couvrir l'ensemble du territoire de Nyunzu.

- ☞ *Par ailleurs, chacun des 25 Clubs de solidarités et de paix a été doté en une radio ou Transistor avec un kit solaire complet, soit au total 25 radio ou transistor, pour que les jeunes leaders Twa et Bantou membres des BARAZA puissent constituer des clubs d'écoute des émissions conçues et animées par les jeunes leaders pairs éducateurs des deux communautés Twa et Bantou.*

Activité 2.2.4 : Appuyer l'organisation des causeries éducatives et les discussions sur la paix dans les clubs de solidarités (jeunes)

- ☞ *Les jeunes pairs éducateurs Twa et Bantou mettent déjà en œuvre un programme d'éducation à la paix et à la cohésion sociale, à travers les réunions des causeries éducatives dans les trois territoires, et ce grâce aux formations reçues dans le cadre du projet. Grâce aux formations reçues dans le cadre du projet, les jeunes ont témoigné avoir compris que les conflits naissent généralement des attitudes des autres, des faits, des insultes, des mots blessants, des comportements entretenus par des individus d'une communauté vis-à-vis des autres.*
- ☞ *Pour mémoire, dans la plupart des cas, les conflits entre Twa et Bantou commencent toujours entre deux individus et par la suite embrasent toutes leurs communautés respectives. Mais depuis la mise en œuvre du projet Tusikilizane, et notamment grâce aux causeries éducatives et aux émissions radios produites par les jeunes des pairs éducateurs formés et transformés en agents de promotion de la paix, toutes ces vellétés sont en train d'être évitées.*

Résultat attendu 3 : 50 femmes (Twa et Bantous) membres des comités locaux de paix BARAZA contribuent davantage à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers une participation de qualité aux comités locaux de paix BARAZA

Partenaire de mise en œuvre : APEF (Association pour la Promotion et l'Eveil de la Femme)

Indicateur :

- % des recommandations des BARAZA sensibles au genre

Produit 1 : 50 femmes (Twa et Bantous) membres des comités locaux de paix possèdent des compétences et des connaissances nécessaires pour participer activement aux comités locaux de paix BARAZA et influencer les décisions.

Indicateurs de performance :

- Indicateur 3.1.1 : Modules adaptés disponibles
- Indicateur 3.1.2 : % des femmes membres de BARAZA ayant bénéficié de l'alphabétisation fonctionnelle dans les territoires de Nyunzu, Kabalo et Kalemie

Constats et/ou Réalisations

Activité 3.1.1 : Adapter les modules d'alphabétisation fonctionnelle au niveau des femmes membres des comités locaux de paix.

- ☞ *Des modules d'alphabétisation fonctionnelle au niveau des femmes membres des CLP ont été adaptés à partir du Module d'alphabétisation fonctionnelle conçu par la Division des Affaires sociales. L'alphabétisation fonctionnelle y est définie comme « une approche qui permet à l'apprenant à lire, à écrire et à calculer avec l'objectif de s'orienter vers les métiers »⁴. Le Module comprend deux parties : Partie 1 : Apprendre à lire et à écrire en langue swahili, et Partie 2 : Mathématiques et notions simples de comptabilité.*

Activité 3.1.2 : Organiser des sessions d'alphabétisation fonctionnelle au profit des femmes membres des BARAZA des territoires de Nyunzu, Kabalo et Kalemie.

- ☞ *Des sessions d'alphabétisation fonctionnelle au profit des femmes membres des BARAZA des territoires de Nyunzu (15), Kabalo (10) et Kalemie (25) ont été organisées. La formation a duré 6 mois dans chaque ville. Les encadreurs sont venus du service DIFAS du Ministère des Affaires sociales. La formation a suscité un très grand intérêt, certaines femmes venaient de très loin, de 200 km, et ont fait le pied pour participer à la formation.*
- ☞ *Les résultats sont très encourageants : des femmes sont parvenues à lire et à écrire grâce à cette formation. Des messages de paix ont été transmis pendant la formation. Le fait de mettre ensemble les Femmes Twa et Bantous a permis qu'elles puissent se parler. Bien plus, elles ont cultivé ensemble un champ à Mamakasanga, dans le cadre des activités routinières de APEV.*
- ☞ *D'autres formations ont été organisées sur la gestion des projets, avec les modules suivants : le cycle des projets, les outils de gestion administrative, les outils de gestion financière, l'élaboration de mini projets, la mobilisation des ressources, la panification, la saponification. Des séances pratiques ont permis aux participantes de fabriquer du savon et de produire des pains*
- ☞ *40 jeunes, dont 16 filles ressortissant de 7 CSP dans des villages ciblés ont participé à un atelier sur « la sélection de projet entrepreneuriat innovant »*

⁴ Ministère des Affaires sociales, Province du Tanganyika, Division des Affaires sociales, n.d., Module d'alphabétisation fonctionnelle.

avec deux modules : l'introduction à l'entrepreneuriat innovant, et l'idée de projet, et 3) comment innover en saponification, boulangerie, menuiserie, petits commerces. A la fin de cette formation, les participants ont su comment on peut élaborer un canevas d'un projet et sélectionner les projets innovants.

Activité 3.1.3 : Organiser des séances de formation sur la participation politique et le leadership féminin des femmes dans les trois territoires.

- ☞ *Pendant 3 mois (septembre, octobre, novembre), 50 femmes par mois, soit les femmes de Kalemie (25), Nyunzu (15) et Kabalo (15) ont suivi une formation en leadership par rapport à la paix et la cohabitation pacifique, à la prise des décisions. Après chaque séance de formation, un noyau de 5 femmes leaders a été créé. Ces noyaux ont, entre choses, facilité la sélection des femmes ayant participé à la consultance (activité 3.1.3).*
- ☞ *Les femmes ayant participé à cette activité sont des femmes politiques, humanitaires, commerçantes, étudiantes, agricultrices, des ONG. Les débats ont porté sur leur émergence, leur participation au processus de consolidation de la paix et de la cohésion sociale, leur participation dans la gestion de la chose publique. Des modules de formation ont été rédigés et ont porté sur i) les notions générales sur les droits humains de la femme, ii) les notions sur le leadership ; iii) la stratégie d'accroissement de la participation politique des femmes ; iv) l'implication de la femme dans le processus de consolidation de la paix et la cohésion sociale ; v) les notions sur les techniques de communication, de plaidoyer et de lobbying en droits des femmes ; vi) l'autonomisation économique des femmes ; vii) le planning familial.*

Activité 3.1.4 : Organiser des séances de consultation des femmes issues des deux communautés dans les trois territoires de Kabalo, Kalemie et Nyunzu membres des BARAZA et Club DIMITRA

- ☞ *100 femmes issues des deux communautés Twa et Bantous ont été consultées dans des focus group entre septembre et décembre 2019. Les débats ont porté sur l'implication et l'engagement de la femme dans la consolidation de la paix, la cohésion sociale, la cohabitation pacifique et l'intégration de la femme. Plus précisément, les thèmes ci-après ont été débattus : i) la lutte contre les VBG, abus-exploitations sexuels à l'égard de la femme ; ii) planification familiale ; iii) consolidation de la paix, cohésion sociale et cohabitation pacifique ; iv) enregistrement des enfants à l'état civil ; v) lutte contre les mariages précoces et forcés ; vi) identification des cas des VBG.*
- ☞ *4 séances de consultation par mois et par territoire ont été organisées ; soit un total de 36 séances. Mais ces séances se sont avérées insuffisantes et n'ont pas pu satisfaire la soif exprimée par les femmes d'échanger régulièrement sur les problèmes rencontrés dans leurs communautés.*

- ☞ *Cette activité a suscité un engouement, de sorte que le nombre des femmes consultées paraît insuffisant.*

Résultat attendu 4 : 1000 femmes (Twa et Bantous) membres des clubs DIMITRA reçoivent un appui économique et social en vue de renforcer la résilience

Partenaire de mise en œuvre : CEPRODEA (Centre Pilote pour la Promotion et le Développement de l'Élevage et de l'Agriculture)

Indicateur :

- % de femmes ayant bénéficié d'une AGR

Produit 1: 1000 femmes (Twa et Bantous) membres des clubs DIMITRA apprennent des techniques de production des biens et services qui offrent des débouchés au niveau local

Indicateurs de performance :

- Indicateur 4.1.1: Nombre de femmes formées (facilitatrices communautaires) sur les différentes techniques de production des biens et services en rapport avec les opportunités économiques locales identifiées
- Indicateur 4.1.2: % des femmes (Twa et Bantous) formés sur les différentes techniques de production des biens et services en rapport avec les opportunités économiques locales identifiées

Constats et/ou Réalisations

Activité 4.1.1 : Une évaluation rapide des opportunités économiques locales (agriculture, petit commerce et restauration rapide) ainsi que des possibilités de leur exploitation a été réalisée.

- ☞ *118 femmes et 182 hommes venus de 12 villages de Kalemie, Kabalo et Nyunzu ont participé à cette évaluation qui était un préalable à la mise en place des activités génératrices des revenus communautaires.*

Activité 4.1.2 : Un Pool de 5 % de femmes membres des clubs DIMITRA ont été formées comme formatrices.

- ☞ *10 femmes et 12 hommes leaders communautaires Twas et Bantous ont été formés sur les objectifs du projet et les approches à utiliser pour leur participation et implication dans les activités du projet. Par ailleurs, les capacités de 18 animateurs des partenaires de mise en œuvre et de l'Etat ont été renforcées pour suivre et accompagner les activités des femmes*

membres des clubs DIMITRA. Et 113 leaders des Clubs DIMITRA ont été formés comme facilitateurs communautaires pour former les autres membres des Clubs DIMITRA.

Activité 4.1.3 : Des sessions de formation sur les différentes techniques de production des biens et services en rapport avec les opportunités économiques locales identifiés ont été organisées.

- ☞ *Au total, plus de 113 membres des Clubs DIMITRA ont été formés :*
- *74 modérateurs/trices et secrétaires pour 18 Clubs DIMITRA et 1 animateur communautaire, dont 32 hommes et 32 femmes, formés sur l'approche des clubs DIMITRA, la résilience communautaire, la cohabitation pacifique et la cohésion sociale ;*
 - *74 membres des Clubs DIMITRA, dont 32 femmes et 32 hommes, ont bénéficié, sous l'encadrement de 10 animateurs des partenaires de mise en œuvre et de l'Etat, d'une formation sur les techniques et bonnes pratiques des maraîchages, y compris la préparation des biofertilisants et les bio-pesticides pour la lutte contre les ravageurs des cultures maraichères ;*
 - *78 personnes, dont 32 femmes membres des Clubs DIMITRA, et 14 autres animateurs du partenaire de mise en œuvre, ont été formées sur l'épargne et le crédit dans l'approche appelée Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC). Les femmes épargnent et accèdent au crédit grâce à ces caisses d'épargnes et de crédits mises en place dans chaque Club DIMITRA. Ceci a permis aux femmes de développer d'autres activités, diversifiant ainsi les sources de revenu et renforçant leur autonomisation et leur résilience, ainsi que leur leadership et participation active dans les décisions au sein des BARAZA et Clubs DIMITRA ;*
 - *50 facilitatrices internes ont été formées sur l'approche AVEC, de sorte que chaque Club DIMITRA a pu constituer sa caisse d'épargne et de crédit ;*
 - *une formation sur la nutrition et une formation sur la prévention de la malnutrition ont été organisées pour lutter contre les tabous alimentaires ;*

Produit 2 : 1000 femmes (Twa et Bantous) membres des clubs DIMITRA reçoivent un appui technique et en intrants pour démarrer des activités communes et génératrices des revenus

Indicateurs de performance :

- **Indicateur 4.2.1 :** % des femmes (Twa et Bantous) ayant reçu des outils, équipements et intrants nécessaires pour la production des biens et des services adaptés au contexte économique local

- Indicateur 4.2.2 : % des femmes (Twa et Bantous) ayant reçu un accompagnement technique dans la réalisation de leurs activités « collectives » génératrices des revenus

Constats et/ou Réalisations

Activité 4.2.1 : 1000 femmes membres des clubs DIMITRA ont été dotées en outils, équipements et intrants nécessaires pour la production des biens et des services adaptés au contexte économique local.

- ☞ *50 Clubs DIMITRA sont fonctionnels, comme le montre le tableau ci-dessous. On y retrouve des hommes comme femmes des deux communautés. La proportion des Twa est de 20 % du nombre total de membres. Elle est beaucoup plus importante (43,6 %) à Kalemie et beaucoup moins (16,6 %) à Nyunzu.*

Tableau 8 : Nombre de membres des clubs DIMITRA

Axe	Nombre de membres				
	Hommes	Femmes	Twa	Bantous	Total
Kalemie	262	128	170	220	390
Kabalo	384	186	120	450	570
Nyunzu	360	180	9	531	540

- ☞ *Chaque CD a bénéficié des semences et des outils agricoles qui lui ont permis d'implanter 1 hectare pour mettre en place les activités génératrices de revenu communautaires de maraîchage. Les femmes ont semé à nouveau grâce aux semences précédentes qu'elles ont pu vendre et garder une partie pour la prochaine saison en vue de garantir leur résilience, leur autonomisation, et aussi leur participation et leur leadership au sein de leurs Clubs respectifs, BARAZA et comités locaux de paix. Ces activités ont aussi permis de rétablir la confiance mutuelle et l'harmonie entre les hommes et les femmes ;*

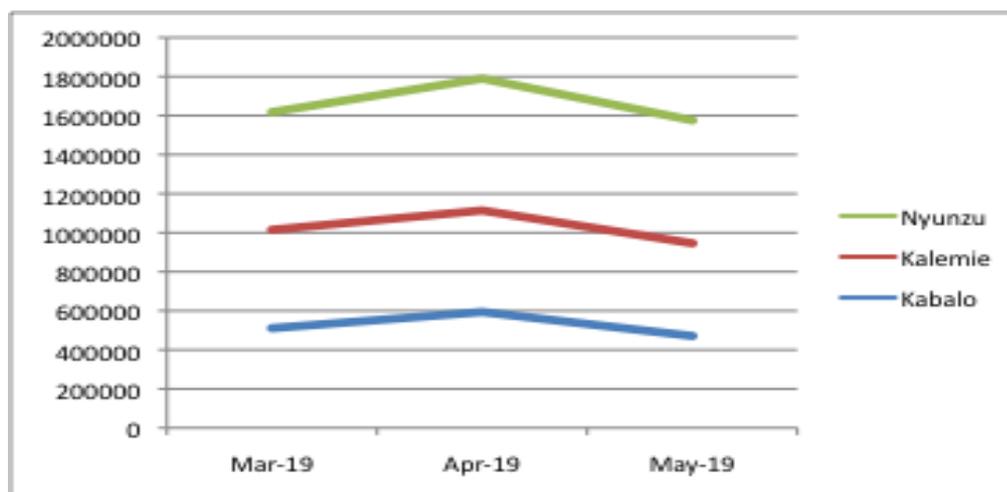


- ☞ *Chaque Club DIMITRA a mis en place son AVEC (Association Villageoise pour l'Épargne et le Crédit). Chaque personne achète à 500 FC la part à l'AVEC, ce qui a permis de mobiliser une épargne de 1 576 000 FC en mai 2019.*

Tableau 9 : Nombre d'AVEC et de leurs membres

Axe	Nombre d'AVEC	Nombre de membres		
		Hommes	Femmes	Total
Kabalo	19	130	232	362
Kalemie	13	91	188	279
Nyunzu	18	118	252	370

- ☞ *On observe par ailleurs que dans les trois territoires, le montant de l'épargne, qui a connu une augmentation entre mars 2019 et avril 2019, diminue entre avril 2019 et mai 2019, alors que le nombre de membres est resté quasiment le même et à même connu une légère augmentation à Kabalo. C'est un signe d'essoufflement qui nécessite des mesures de revitalisation.*



Activité 4.2.2 : Un accompagnement technique a été apporté aux 1000 femmes dans la réalisation de leurs activités « collectives » génératrices des revenus.

- ☞ *Les membres des Clubs Dimitra, particulièrement les femmes, ont été sensibilisés et mobilisés pour la création des AGR communautaires (maraîchage, petit élevage, transformation des produits agricoles) ;*
- ☞ *Les communautés Twas et Bantous ont été dotés de 4 moulins livrés avec abris construits, et mis sous la gestion de femmes membres des Clubs DIMITRA de ces deux ethnies. Le but est de contribuer à alléger les pénibles travaux ménagers faits par les femmes pour leur permettre de gagner du temps et de participer activement aux réunions des comités locaux de paix et de BARAZA. Un premier lot de poules a été livré (à Kalemie) ; elles sont en quarantaine avant de les remettre aux femmes membres de Clubs DIMITRA issues de deux ethnies pour la gestion de poulaillers communautaires ;*
- ☞ *La situation des récoltes des cultures maraîchères présentée dans le tableau ci-dessous témoigne du succès du projet pour cette activité :*

Tableau 10 : Situation des récoltes des cultures maraîchères

Axe	Amarant es	Gombo	Aubergi- ne	Chou pommé	Tomates	Oignons rouges
Kalemie	1300 kgs	3250 kgs	?	?	1450 kgs	487,5 kgs
Kabalo	1900 kgs	1000 kgs	1900 kgs	Récolte en cours	1900 kgs	712, 5 kgs
Nyunzu	?	?	?	Idem	?	?

Notes sur le tableau : Les points d'interrogation traduisent le fait que les semences ont été distribuées en retard parce que le fournisseur devait les remplacer par de bonnes, Il a paru plus prudent que les femmes puissent les semer en début mars ou avril selon le calendrier agricole local ,

Pour ce qui est de Nzunzu, les données n'ont pas pu être collectées car les membres étaient dispersés suite au conflit, Pour éviter d'estimer les quantités récoltées de manière grossière, il a été préféré de se réserver. Cependant, les membres ont récolté une certaine quantité et gardé les semences pour cultiver à la prochaine saison sèche,



Q12 : Quel est le degré de réalisation des objectifs du projet à travers un bilan des résultats obtenus au niveau de chacun des axes du projet ?

Constats et/ou Réalisations des activités

- ☞ La quasi-totalité des résultats qui devaient être atteints ont effectivement été atteints. Certains résultats qui n'étaient pas prévus au départ ont même été atteints (cfr tableau 11).
- ☞ 25 CSP ont été créés, et de nombreux jeunes garçons et filles des deux communautés Twa et Bantous y participent. Ces CSP ont été appuyés, quoique modestement. Des discussions et recommandations faites dans ces CSP ont été pris en compte dans les Rapports des Conseils Territoriaux de Paix ; et certains ont été mis en application ; d'autres ont fait l'objet de Cahiers de charge transmis au CPP ;
- ☞ Une dizaine de formations ont été organisées, pour les jeunes garçons et filles des deux communautés, pour les femmes aussi des deux communautés. Des formations qui ont porté aussi bien sur la participation politique, le leadership, le plaidoyer, les techniques de production des biens et services, la gestion des projets.

- ☞ Par ailleurs, 200 jeunes ont été formés comme pairs-éducateurs et réalisent des causeries éducatives, certains animent des émissions à la radio RCK-TV de Nyunzu et ont une grande influence auprès de la population en général et des jeunes en particulier, au point d'être appelés « WA LETA AMANI » (Ceux qui amènent la paix).
- ☞ 1000 femmes ont été formées en techniques de production, appuyées en intrants et équipements, et ont effectivement réalisé des productions maraîchères ; outre leur participation dans les AVEC.

Tableau 11 : Degré de réalisation des objectifs du projet

Résultat	Produit	Indicateur	Cible de fin de projet	Résultat atteint	Degré de réalisation	
1 : 200 jeunes garçons et filles issus des deux communautés utilisent leurs connaissances et compétences pour contribuer à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers leur participation aux comités locaux « BARAZA »	1	1.1	200	200	100 %	
		1.2	80 %	80 %	100 %	
		1.3	04	04	100 %	
		1.1.1	30	30	100 %	
	2	1.2.1	1	1	1	100 %
		1.2.2	20	20	20	100 %
		1.2.3	200	200	200	100 %
		1.2.4	-	53	53	+ 100 %
		1.2.5	-	70	70	+ 100 %
		1.2.6	-	40	40	+ 100 %
	3	1.3.1	90 %	100 %	100 %	111 %
1.3.2		40	50	50	125 %	
2 : 200 jeunes garçons et filles issus des deux communautés sont transformés en Agents de promotion de la paix et de cohabitation	1	2.1	200	200	100 %	
		2.2	80 %	80 %	100 %	
		2.3	1	1	1	100 %
		2.1.1	1	1	1	100 %
		2.1.2	20	20	20	100 %
		2.1.3	180	180	180	100 %
	2	2.2.1	1	1	1	100 %
		2.2.2	40	176	176	440 %
		2.2.3	50 %	50 %	50 %	100 %
	3	2.3.1	90 %	100 %	100 %	111 %
3 : 50 femmes (Twas et Bantous) membres des comités locaux de paix (BARAZA) contribuent davantage à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale à travers une participation de qualité aux comités locaux de paix « BARAZA »	1	3.1	50 %	35 %	70 %	
		3.1.1	1	1	1	100 %
		3.1.2	90 %	90 %	90 %	100 %
4 : 1000 femmes (Twa et Bantous) membres des	1	1	90 %	80 %	89 % (1)	
		4.1.1	1	1	1	100 %

clubs DIMITRA reçoivent un appui économique et social en vue de renforcer la résilience		4.1.2	50 %	50 %	100 %
		4.1.3	90 %	85 %	94 %
	2	4.2.1	90 %	80 %	89 %
		4.2.2	90 %	80 %	89 %
	3		50 CD	50 CD	+ 100 %
				50 CD sont fonctionnels	

Note 1, L'activité est en cours de finalisation, Une fois que la distribution des poules sera achevée, avant la fin du mois de février sauf imprévu de dernière minute, ce pourcentage prévu de 90 % pour le résultat 4 sera atteint,

☞ Outre ces résultats quantitatifs, il est noté :

1. Que grâce notamment à la sensibilisation et aux échanges sur les thèmes « le droit à tous sans discrimination sur la terre, l'héritage » et « l'égalité de sexe entre la femme et l'homme », un changement de mentalité s'observe de plus en plus. Par exemple, les femmes commencent à s'exprimer devant les hommes et défendent leurs droits et intérêts ;
2. Les us et coutumes qui interdisaient les femmes à faire les activités ensemble avec les hommes sont bannis dans plusieurs villages ;
3. La pratique qui consistait à ce que l'homme pratique les rapports sexuels avec sa femme sans le consentement de ce dernier est entrain d'être bannie grâce aux thèmes développés dans les réunions des Clubs DIMITRA ; les rapports sexuels se font de plus en plus avec un commun consentement de l'homme et le femme ;
4. Etc.

Q13: Quel est le niveau de collaboration entre l'équipe du projet et les Ministères et institutions nationales concernés par le projet ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ Le niveau de collaboration entre l'équipe du projet et les Ministères et institutions nationales concernées par le projet est très bien apprécié. Les partenaires rencontrés ont surtout apprécié les mécanismes de mise à disposition des fonds aux Ministères et institutions concernés : 70,4 % des répondants ont soit très bien apprécié cela (29,2%) soit bien apprécié (41,2 %). Ils ont, en deuxième lieu, bien apprécié le nombre de réunions conjointes qui se sont tenues : 66,7 % des répondants ont soit très bien apprécié cela (41,7 %), soit l'ont bien apprécié (25 %). Cependant, la régularité dans l'envoi des rapports sur l'utilisation des fonds mis à disposition des partenaires est faiblement appréciée (41,7 %).
- ☞ Il se pose cependant un problème d'appropriation nationale du projet à cause notamment du manque de moyens par les ministères et institutions provinciales.

Q14 : Des partenariats techniques et des synergies ont-ils été établis et ont-ils favorisé la réalisation des produits (résultats immédiats) et l'atteinte des (résultats intermédiaires)

Constats et/ou Réalisations

- ☞ A cette question, la grande majorité (83,3 %) des personnes et personnalités interviewées répond affirmativement. Mais seulement 66,7 % de ces personnes disent que cela a favorisé l'atteinte des résultats. Les institutions locales de mise en œuvre avaient été sélectionnées en fonction de leurs capacités, même si celles-ci ont dans certains cas été renforcées par le projet. Par ailleurs, il ne semble pas y avoir eu des synergies dans les activités menées par les différentes institutions locales de mise en œuvre. CDJP, par exemple, a réalisé ses activités sans se référer, impliquer ou rendre compte aux autres partenaires APEF ou CEPRODEA. Et vice-versa. On note cependant que l'APEF s'est fortement appuyée sur CDJP pour obtenir la liste des femmes qui devaient participer aux activités qu'elle a eu à mettre en œuvre.

Q15 : Quels sont les problèmes et contraintes rencontrés dans l'exécution du projet et comment ont-ils influé sur le résultat final ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ Selon les entretiens qui ont été réalisés, les principaux problèmes et contraintes ci-après ont été rencontrés dans l'exécution du projet :

Sur le plan institutionnel :

- Le nombre des CSP était limité ; ce qui n'a pas permis d'avoir une masse critique plus importante de jeunes formés et devenus des Agents de promotion de la paix;
- Les ITP n'ont pas été associées dans l'exécution des activités ;
- Les zones de santé ont été écartées des partenaires techniques de mise en œuvre, et cela n'a pas facilité et peut-être permis d'identifier les vraies victimes des violences et de l'insécurité vu la proximité des zones de santé de la population ;
- Un retard dans la programmation des activités qui a impacté sur les taux annuels de leur exécution;
- Les territoires impliqués dans le projet (Kabalo, Kalemie, Nyunzu) sont si vastes que beaucoup de victimes de violences et de l'insécurité n'ont pas été pris en compte ;
- Un déficit d'informations sur le projet ; ce qui eu pour conséquence la non ou la faible visibilité du projet dans certains coins des territoires ;
- La faiblesse de l'autorité de l'Etat dans certains axes, villages, ne rend pas la tâche facile aux jeunes des CSP voire des BARAZA ;

- L'irrégularité des réunions des Conseils territoriaux de paix, et l'absence de Conseil provincial de paix, handicape l'exécution de certaines décisions/recommandations des jeunes ;

Sur le plan financier :

- Un retard dans le décaissement des fonds qui a un impact sur les taux annuels d'exécution des activités ;
- L'absence de contribution des autorités locales qui a fait croire qu'il ne s'agissait que d'un projet des Nations-Unies dans lequel le Gouvernement du Tanganyika n'était pas vraiment impliqué ;
- Une absence des primes aux personnel local impliqué dans le projet; cela a impacté sur la surcharge du personnel-clé de mise en œuvre, sur les taux de réalisation des activités, et sur le respect des calendriers ;
- Absence d'appui pour la mise en œuvre des projets innovants élaborés par les jeunes dans le cadre des activités du projet ;
- Certains jeunes sont réticents pour participer aux activités du projet vu que le projet n'a budgétisé que la prise en charge minimale des membres de coordination (pour les formations, les transports, la visibilité) ;
- Les activités des Comités Territoriaux de Paix n'ont pas été appuyées financièrement, alors que les CTP sont considérés comme un des bénéficiaires indirects et des acteurs-clés du projet.

Sur le plan de la logistique :

- Un problème a été souligné avec force et de façon unanime : l'absence, ou l'insuffisance, ou le caractère non adapté des moyens pour pouvoir se déplacer vers certains CSP situés en dehors des villes de Kabalo, Kalemie et Nyunzu.

Q16 : Les mécanismes de pilotage et de suivi des activités mis en place ont-ils fonctionné de manière à permettre l'atteinte des résultats escomptés ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ La coordination du projet a été assurée par l'UNFPA et cela s'est plutôt bien passée. Des réunions ont été régulièrement convoquées et tenues. Des rapports ont été centralisés. L'exercice d'évaluation du projet a été bien conduit.
- ☞ En ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre du projet, huit mécanismes ont été prévus. L'appréciation de ces mécanismes par les personnalités interviewées est résumée au tableau ci-dessous :

Tableau 12 : Appréciation des mécanismes de suivi et redevabilité

Mécanismes de suivi et redevabilité	% de répondants qui en approuvent le fonctionnement et l'importance

	Totale- ment	Partiel- lement	Total
Existence d'un protocole d'accord entre le Gouvernement provincial du Tanganyika, la communauté des acteurs humanitaires (MONUSCO) et les deux communautés Twa et Bantous	62,5	4,2	66,7
Pleine coopération des deux communautés Bantou et Twa pour faciliter la mise en œuvre du projet	79,2	16,7	95,9
Existence d'une matrice des critères de performance signée par toutes les parties	37,5	20,6	58,1
Existence d'une Commission conjointe (Gvnt provincial, MONUSCO, PBF, acteurs humanitaires, représentants des deux communautés) de suivi de mise en oeuvre	so	so	so
Effectivité des interpellations des autorités politico-administratives par la Commission	so	so	so
Descentes et visites de terrain par la Commission	so	so	so
Organisation des points de presse mensuels par la Commission	so	so	so
Rapports trimestriels faits par la Commission et envoyés au Ministère de l'intérieur du Gouvernement national avec copies aux Représentants spéciaux du Secrétaire Général des Nations Unies	so	so	so

- ☞ Ainsi, le mécanisme de suivi et de redevabilité le plus apprécié est « la pleine coopération des deux communautés Bantous et Twa pour faciliter la mise en œuvre du projet ». Cela se comprend : sans cette coopération il aurait été difficile, voire impossible, que le projet soit mis en œuvre. Cette coopération se retrouve dans plusieurs statistiques sur le nombre de Twa et de Bantous ayant participé aux différentes activités.
- ☞ En deuxième position on trouve « l'existence d'un protocole d'accord entre le Gouvernement provincial du Tanganyika, la communauté des acteurs humanitaires (MONUSCO) et les deux communautés Twa et Bantous » ainsi que les « Rapports d'activités faits par les institutions locales de mise en œuvre ;
- ☞ On note cependant que la Commission conjointe (Gvnt provincial, MONUSCO, PBF, acteurs humanitaires, représentants des deux communautés) de suivi de mise en œuvre n'a jamais fonctionné, et probablement mis en place. Ce qui explique que certains ministres que nous avons rencontrés soient surpris de l'existence même du projet (cas de la Ministre du Genre) et des résultats obtenus.
- ☞ On note aussi qu'il a manqué la « matrice des critères de performance signée par toutes les parties » pour pouvoir faciliter le suivi de la mise en œuvre des activités.

Q17 : Dans quelle mesure les agences des Nations Unies impliquées (UNFPA, UNESCO et FAO) ont-elles pu établir une collaboration harmonieuse avec les parties prenantes pour asseoir une coordination efficace prônant la qualité des services ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ Les personnalités rencontrées estiment que cette collaboration a pu se concrétiser à travers i) le nombre de réunions conjointes sur le projet entre les Agences des Nations Unies et les partenaires, ii) les échanges des documents ; iii) les sessions de renforcement des capacités sur les procédures du système des Nations Unies organisées conjointement au profit des partenaires ;
- ☞ Tout au long de l'évaluation du projet, nous avons pu noter aussi une collaboration des agences pour faciliter le travail du Consultant.

Q18 : Quels sont globalement les atouts et les faiblesses éventuels ainsi que les recommandations majeures ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ Les atouts du projet TUSIKILIZANE les plus importants sont les suivants :
 - Le principal atout du projet aura été le fait qu'il porte sur des problèmes réels, cruciaux, mettant en mal la paix sociale dans la province du Tanganyika et son développement. L'utilité du projet est reconnu par tous ;
 - Son deuxième atout est le fait d'avoir tenté de résoudre le problème en menant plusieurs activités à la fois : dynamisation des CSP et CLP, formations non seulement à la paix, mais aussi à la sensibilisation par des causeries éducatives ou la radio, à la formulation et la gestion des projets, aux techniques de production des biens, etc. L'implication de trois agences UN spécialisées chacune dans les différents résultats attendus du projet aura été un atout de taille ;
- ☞ Les principales faiblesses du projet auront été la brièveté du temps et surtout la faiblesse des moyens financiers. A cet égard, le projet TUSIKILIZANE apparaît comme un projet-pilote qui aura déblayé le terrain pour un terrain plus important où seraient impliqués plus de territoires, plus de jeunes et de femmes, d'autres bénéficiaires directs comme les chefs coutumiers, les leaders d'opinion et religieux, etc.
- ☞ De manière spécifique, les faiblesses ci-après sont signalées par les personnalités rencontrées et les différents rapports parcourus :

1. En ce qui concerne le Produit attendu 1 :
 - a. Le nombre très réduit des jeunes ayant été formés et impliqués dans les activités de paix ;
 - b. Les résurgences répétées de l'activisme de certains groupes armés qui conduit certains jeunes à retourner dans les milices ;
 - c. La persistance de la pauvreté pousse également à retourner dans les milices ;
 - d. Irrégularité des réunions des Conseils territoriaux de Paix, et la quasi-absence de réunions du Conseil Provincial de paix handicape l'exécution de certaines décisions/recommandations ;
 - e. Absence ou faible appui aux projets innovants des jeunes qui pourraient relever leur niveau de vie économique et les détourner de la tentation d'aller ou de rentrer dans les milices ;
 - f. Les jeunes formés comme formateurs n'ont pas nécessairement assuré à leur tour la formation faute de moyens ;
 - g. Une faible implication de la femme Twa (par rapport à l'Homme Twa), alors que c'est la Femme Twa qui a la décision dans le couple et dans la communauté Twa ;
 - h. L'absence de formation des autorités du Conseil Provincial de Paix explique probablement le mal fonctionnement du CPP

2. En ce qui concerne le Produit attendu 2 :
 - a. Le nombre réduit des jeunes ayant été formés et impliqués dans les causeries éducatives ;
 - b. Le fait que l'émetteur pour augmenter la puissance n'a pas encore été installé,

3. En ce qui concerne le Produit 3 :
 - a. Le nombre réduit des femmes ayant participé aux formations ;
 - b. Le non mise en pratique des connaissances acquises au cours des formations, notamment en ce qui concerne la production des biens et des services et cela faute de moyens et le projet étant parvenu à la fin ;
 - c. Les femmes formées comme formatrices n'ont pas nécessairement assuré à leur tour la formation, par manque de moyens et parce que le projet est parvenu à la fin.

4. En ce qui concerne le Produit attendu 4 :
 - a. Délais de livraison élastique des intrants, conduisant à entraver le calendrier agricole ;
 - b. Difficultés pour parcourir les distances et accéder aux champs à cause du mauvais état de la route et de l'insuffisance des moyens logistiques;
 - c. Une absence de visibilité du projet dans les zones ciblées, de sorte que le projet a été parfois confondu avec des activités

- similaires menées par d'autres partenaires dans les mêmes zones ;
- d. Faible durée de conservation des produits de récolte ;
 - e. Manque de certains documents pour faire le kit complet AVEC .

4.3 Efficience du programme

Q19 : Les ressources (humaines, matérielles et financières) mises à la disposition du projet ont-elles été à la hauteur des attentes pour délivrer les résultats tels que ambitionnés ? Ont-elles été consacrées de façon proportionnée à la réalisation des activités par rapport au coût global du projet ?

Constats et/ou Réalisations

Efficience sur les ressources humaines

- ☞ La grande majorité (74,8 %) des personnalités rencontrées estime qu'il y a une adéquation entre le niveau des ressources humaines et les objectifs du projet. En même temps cependant, certains indicateurs renseignent sur des lacunes qu'accusent ces ressources humaines, notamment les faits suivants : i) des sessions de renforcement des capacités des ressources humaines sont jugées nécessaires pour la bonne mise en œuvre du projet ; ii) la qualité des rapports soumis laisse présager des lacunes dans le chef du personnel commis à la mise en œuvre des activités ; iii) le taux d'absorption des fonds dénote des faiblesses dans la maîtrise des mécanismes de déblocage des fonds ; et ceci à cause notamment de iv) difficultés rencontrées dans la compréhension des procédures des agences du système des Nations Unies, et v) dans le décaissement des fonds. On note aussi vi) une certaine lourdeur dans administrative.

Efficience sur les ressources financières

- ☞ Les ressources financières mises à la disposition du projet paraissent insuffisantes eu égard aux ambitions de ce projet. C'est le principal problème évoqué par les personnalités qui ont été rencontrées ; il a été évoqué par 62,5 % d'entre eux. Par ailleurs, la moitié des personnalités rencontrées (54,2 %) parlent des difficultés et retard dans le décaissement des fonds ; tandis que 46,8 % des personnalités rencontrées estiment que plusieurs activités n'ont pas bénéficié de financement et n'ont donc pas été réalisées. C'est notamment le cas des CPP (Commission Provinciale de Paix) et des CTP (Commissions Territoriales de Paix) qui n'ont pas reçu de moyens pour fonctionner, exception faite des frais de perdiem et de transport lorsqu'il y a des réunions. Enfin, 43,8 % des personnalités rencontrées parlent d'une inadéquation entre les fonds alloués et le nombre d'activités.

- ☞ *Les membres des Clubs Dimitra, particulièrement les femmes, ont été sensibilisés et mobilisés pour la création des AGR communautaires (maraîchage, petit élevage, transformation des produits agricoles) ; Il faut noter aussi que le rythme de décaissement des fonds n'aura pas permis de réaliser les activités comme il faudrait.*

Efficienc e sur les ressources matérielles

- ☞ *Des problèmes de logistiques, notamment l'absence des moyens de déplacement, et des moyens de fonctionnement des CTP, auront été une des faiblesses du projet.*

Q20 : Les activités étaient-elles réalisées de manière efficiente ? Quel type d'obstacles (administratifs, financiers, coordination et de gestion) le projet a-t-il rencontrés et dans quelle mesure cela a-t-il affecté son efficience ?

Constats et/ou Réalisations

Obstacles administratifs :

- ☞ *Il est signalé une lourdeur administrative au niveau des Agences des NU qui conduit à retarder l'exécution de certaines activités ;*
- ☞ *Une lourdeur administrative est aussi signalée au niveau du Gouvernement provincial, notamment en ce qui concerne la suite à donner à certaines demandes (invitation aux activités, etc) ;*
- ☞ *La lourdeur administrative est également signalée pour les partenaires de mise en œuvre.*

Obstacles financiers

- ☞ *L'insuffisance des moyens mis à disposition n'aura pas permis de réaliser certaines activités ;*
- ☞ *Des retards dans les décaissements des fonds, ce qui a eu un impact sur le calendrier de réalisation des projets ;*
- ☞ *Des difficultés logistiques sont signalées pour l'organisation des réunions de formation en cascade, pour le fonctionnement des radios communautaires (électricité, personnel démotivé,...) et surtout pour le déplacement des autorités territoriales afin de leur permettre de participer aux réunions de BARAZA.*

Obstacles de coordination

- ☞ *Les activités de coordination du projet n'ont pas été budgétisées : les partenaires du Gouvernement qui devaient assurer une partie de cette coordination étaient plutôt démotivés ;*
- ☞ *Des activités qui auraient dû être réalisées préalablement à d'autres ne l'ont pas été ;*
- ☞ *Il ne semble pas y avoir de liens entre les bénéficiaires des différentes activités. L'idéal aurait été que les jeunes formés pour participer dans les CLP/BARAZA soient les mêmes, ou un échantillon d'entre eux, qui soient pris en charge par l'UNESCO pour les transformer en Agents de promotion de la paix et cohabitation pacifique. Il en est de même pour les femmes : les femmes participant aux CLP/BARAZA ne pouvaient-elles être autonomisées pour un renforcement de leur résilience et participer à la consolidation de la paix et la cohésion sociale, au lieu que ce soit les femmes membres des DIMITRA ? Cela aurait permis d'avoir une cohorte avec un plus grand nombre de femmes dotées en diverses capacités pour devenir véritablement des Agents de promotion de paix dans leurs milieux respectifs.*

Obstacles de gestion

- ☞ *Les partenaires locaux de mise en œuvre (CDJP, APEV, CEFRODEA,...) ont géré selon les instructions reçues de « leurs » agences respectives des NU et en rendant compte à ces dernières. Il ne semble pas y avoir un canevas commun pour le reporting et les mécanismes de gestion ;*
- ☞ *Les autorités politico-administratives se plaignent de n'avoir pas été impliquées dans la gestion du projet.*

Q21 : La stratégie utilisée pour réaliser chaque produit était-elle la plus appropriée au regard des ressources disponibles ?

Constats et/ou Réalisations

En ce qui concerne le Produit 1 :

- ☞ *L'identification et la sélection des jeunes filles et garçons à impliquer dans les CLP semble n'avoir pas été faites, pas pour tous en tout cas, en fonction de leur leadership (capacités à fédérer leurs pairs autour des objectifs du projet), de sorte qu'un certain nombre de jeunes formés comme formateurs n'ont pas été capables de dupliquer la formation reçue et d'avoir un impact significatif dans la communauté ;*
- ☞ *Les CLP n'ont pas été bien appuyés, surtout financièrement, pour leur permettre d'organiser efficacement l'implication d'un plus grand nombre des jeunes aux activités de paix et de cohésion sociale ;*
- ☞ *L'implication des Twa, aux côtés des Bantous, dans les CLP et toutes les autres activités paraît comme une simple figuration tant que les Twa ont*

toujours ce sentiment d'infériorité vis-à-vis des Bantous ; et ce sentiment ne sera vaincu que si leur niveau d'instruction augmente à travers une formation scolaire ou professionnelle, à commencer par la simple alphabétisation ;

- ☞ *Aucun suivi n'a permis de comprendre si les jeunes formateurs formés ont à leur tour réalisé la formation d'autres jeunes. Plus grave, les jeunes formés sont considérés par les autres jeunes comme des privilégiés qui ont eu à bénéficier des « perdiem » contrairement aux autres qui n'ont pas été formés. Cette appréhension est susceptible de créer une distance entre les jeunes formés et les autres jeunes non formés et à former ;*
- ☞ *Le projet semble n'avoir pas tenu compte de l'existence et du conservatisme des chefs coutumiers. Bien que formés pour convaincre les autres membres de la communauté, les jeunes ont eu du mal pour convaincre les chefs coutumiers à faire la paix entre les deux communautés Twa et Bantous ;*
- ☞ *Le projet n'a pas formé les autorités politico-administratives. Et pourtant, il serait difficile aux jeunes formateurs formés de procéder à la formation de ces autorités ;*
- ☞ *Outre les BARAZA, il existe d'autres structures/organisations d'encadrement des jeunes qui faisaient déjà ce travail de sensibilisation des jeunes et de la population sur la paix et la cohabitation pacifique entre les deux communautés Twa et Bantous. On s'est donc retrouvé avec des activités parallèles menées par ces structures et les CLP BARAZA.*

En ce qui concerne le Produit 2 :

- ☞ *On se demande si les 180 jeunes garçons et filles issus des deux communautés qui ont été transformés en agents de promotion de la paix, sont membres des CLP BARAZA comme le sont les 20 jeunes leaders formateurs des formateurs ;*
- ☞ *On se demande par ailleurs si ces jeunes sont les mêmes que ceux qui ont été formés dans le cadre du Produit 1, ce qui aurait permis de donner aux jeunes formés dans le Produit 2 de mener des activités du produit 1 puisque transformés par la formation en agents de la paix,*
- ☞ *L'implication de ces jeunes formés dans des séances de sensibilisation et de causeries éducatives dans leurs communautés est une bonne chose tant elle aura permis de valoriser la formation reçue et de la faire profiter à 1132 membres de leurs communautés (450 femmes et 682 hommes);*
- ☞ *Des jeunes leaders formés sur « les jeunes et la radio » animent des émissions sur la RCK-TV Nyunzu au point d'être appelés «Wa leta amani » (=ceux qui amènent la paix) à travers leur émission « tuishi lamoja Kwa Umoja Na amani » (=vivons ensemble pour l'unité et la paix), et sont devenus très célèbres à Nyunzu et dans les environs. Il est donc regrettable*

que le même mécanisme n'ait pas été mis en œuvre dans les deux autres territoires de Kabalo et Kalemie.

En ce qui concerne le Produit 3 :

- ☞ *Les femmes ont été sélectionnées à partir des listes envoyées par la CDJP, ce qui est une bonne chose pour s'assurer qu'elles sont membres des CLP ;*
- ☞ *Les formations reçues devaient normalement être mises en pratique, ce qui n'a pas été le cas faute de temps et de moyens ;*
- ☞ *Les femmes formées devaient restituer la formation auprès d'autres femmes, autrement la formation n'aura été utile qu'à elles-mêmes. Ce qui semble être le cas.*

En ce qui concerne le Produit 4 :

- ☞ *Les femmes appuyées ont été sélectionnées dans les Club DIMITRA ;*
- ☞ *Les formations et appuis reçus sont allés jusqu'à la mise en pratique : production maraîchère, création des AVEC, fonctionnement des moulins, etc. Mais il n'est pas évident qu'elles vont pouvoir continuer après le projet.*
- ☞ *Les femmes formées devaient restituer la formation auprès d'autres femmes, autrement la formation n'aura été utile qu'à elles-mêmes. Ce qui semble être le cas.*

Q22 : Les modalités de gestion ainsi que la structure de gouvernance mises en place par le projet (Comité de pilotage, Unité de gestion/coordination) ont facilité l'appropriation, la coordination des activités et la meilleure mise en œuvre des activités ? Ont-elles facilité la production des résultats dans les délais prévus ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *L'UNFPA a assuré la coordination du projet, notamment en organisant régulièrement les réunions entre les agences et avec les partenaires sur le terrain, et en centralisant les rapports des différentes agences impliquées dans le Comité de pilotage ;*
- ☞ *Certaines réunions de formation et autres ont été organisées conjointement par les différentes agences ;*
- ☞ *La différence dans les procédures financières des différentes agences de NU et quelques difficultés éprouvées par les partenaires pour se les approprier ;*
- ☞ *Faibles synergies entre les partenaires locaux de mise en œuvre, chacun devant plutôt rendre compte à « son » agence responsable de son volet et sans s'intéresser à ce que les autres partenaires en charge d'autres produits faisaient;*

- ☞ *La pauvreté monétaire des points focaux des Ministères provinciaux n'a pas facilité la bonne gestion du projet.*

Q23 : Quels sont globalement les atouts et les faiblesses éventuels ainsi que les recommandations majeures ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *Le principal atout, au niveau de l'efficience, aura été le fait que les institutions locales de mise en œuvre (CDJP, APEF, CEPRODEA) avaient les capacités éprouvées qui ont permis d'atteindre les résultats escomptés dans un temps record et avec des financements minimes.*
- ☞ *Le deuxième atout est le fait que les trois agences UN (UNFPA, UNESCO, FAO) ont disponibilisé les fonds, fait le suivi des activités, et respecté les protocoles d'accord signés avec les partenaires locaux de mise en œuvre.*
- ☞ *Le projet a aussi renforcé les capacités techniques et en ressources humaines des structures chargées de la mise en œuvre. Ces capacités sont une garantie pour la poursuite des activités avec d'autres projets.*
- ☞ *En ce qui concerne les faiblesses, quatre principales faiblesses ressortent :*
 - *Encore une fois, le temps imparti pour l'exécution du projet est trop court ;*
 - *Les moyens mis à la disposition du projet sont insuffisants face à l'immensité des besoins et des problèmes à résoudre ;*
 - *L'identification des bénéficiaires n'aura peut-être permis de constituer une masse critique de jeunes et de femmes dotés de tous les atouts nécessaires pour être des Agents de promotion de la paix ;*
 - *Les activités paraissent comme des préalables qui se sont arrêtées en bout de chemin ; plusieurs formations reçues, par exemple, n'ont pas pu et ne seront peut-être jamais mises en pratique par les bénéficiaires de ces formations, et profiter à d'autres membres des deux communautés qui n'auront pas bénéficié de ces formations.*

4.4 Durabilité du programme

Q24 : Dans quelle mesure les résultats obtenus vont-ils survivre après la clôture du projet ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *Deux principaux éléments vont permettre la survie des résultats après la clôture du projet, il s'agit :*

- *du fait d'avoir impliqué les deux communautés Twa et Bantous jadis antagonistes dans la mise en œuvre du projet a débloqué la situation en mettant les Twa en confiance vis-à-vis des Bantous, et en poussant les Bantous à avoir un autre regard vis-à-vis des Twa ;*
 - *du fait d'avoir pris en compte, quoique partiellement, les causes fondamentales du conflit communautaire dans les activités du projet, à savoir le complexe d'infériorité éprouvé par les Twa. Il reste cependant à poursuivre les efforts pour les scolariser et pour les insérer dans les structures urbaines et d'emplois.*
- ☞ *Deux éléments subsidiaires vont permettre la survie des résultats après la clôture du projet, il s'agit :*
- *Du fait que les objectifs et stratégies du projet demeurent pertinents car ils ont été formulés dans une approche qui a permis à toutes les parties prenantes de participer et de prendre en compte les besoins de la population ;*
 - *Du fait que les jeunes et les femmes qui ont été formés comme formateurs vont devoir poursuivre la formation en cascade d'autres jeunes et femmes si les moyens leur sont alloués.*

Q25 : Le projet a-t-il permis aux partenaires institutionnels clés et aux autorités politico-administratives et locales d'acquérir les capacités nécessaires pour ... suivi et consolider les acquis du projet ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *La première capacité que le projet a procurée aux partenaires institutionnels et aux autorités politico-administratives est de s'approprier les approches BARAZA et DIMITRA pour réinstaurer la paix et la cohésion sociale, lesquelles consistent à faire des jeunes et des femmes les acteurs de la paix et de la cohésion sociale ;*
- ☞ *Le projet a aussi renforcé les capacités techniques et en ressources humaines des structures chargées de la mise en œuvre. Ces capacités sont une garantie pour la poursuite des activités avec d'autres projets.*
- ☞ *L'intérêt manifesté par les institutions et autorités politico-administratives constitue par ailleurs un gage pour la durabilité du projet. Toutes les autorités rencontrées reconnaissent la pertinence du projet et recommandent de le poursuivre et de l'étendre ; le projet impliquer les jeunes et les femmes situation des récoltes des cultures maraîchères présentée dans le tableau ci-dessous témoigne du succès du projet pour cette activité :*

Q26 : Dans quelle mesure le projet pourrait-il être reproduit ou monté à l'échelle au niveau local ou provincial ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *Le projet pourrait bien être reproduit dans d'autres territoires et auprès des acteurs plus nombreux, ce d'autant qu'il n'a bénéficié qu'à peu de CLP et dans seulement trois territoires de la Province du Tanganyika, ainsi qu'à une infime proportion des jeunes et des femmes. C'est du reste la recommandation de tous les Ministres ainsi que d'autres personnalités que nous avons rencontrés ;*
- ☞ *Le retour dans leurs villages d'origine des personnes déplacées vivant en très grand nombre dans des camps nécessitera de baliser le chemin pour un retour, une réintégration et une cohabitation pacifiques dans leurs villages. La mise en place dès leur retour, sans attendre qu'il y ait des conflits, des CLP devrait être vivement encouragée;*

Q27 : Le projet dispose-t-il d'une stratégie de sortie élaborée de façon participative avec les différents acteurs ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *La création du Comité Provincial de Paix est une garantie pour poursuivre les activités du projet. Le CPP pourra pousser à forger la volonté politique pour légiférer et prendre des décisions courageuses en faveur d'une discrimination positive en faveur des Twa, par exemple créer un nouveau groupement, favoriser le recrutement des Twa, etc ;*
- ☞ *La création des Comités Territoriaux de Paix vont également permettre de prendre en compte les revendications des jeunes à travers les CLP et CSP pour favoriser la paix et la cohabitation pacifique entre les Twas et les Bantous ;*
- ☞ *Il existe des cahiers de charges élaboré par les CLP BARAZA et soumis au Comité Provincial de Paix pour capitaliser sur les acquis du projet et instaurer durablement la paix et la cohésion sociale (voir annexe 1) ;*
- ☞ *Les champs et autres biens réalisés dans le cadre du projet sont considérés comme des biens communautaires des deux communautés Twa et Bantous que celles-ci s'emploieront à protéger et à pérenniser ;*
- ☞ *Plusieurs recommandations ont par ailleurs étaient faites par les partenaires locaux de mise en œuvre pour pérenniser les acquis du projet.*

Q28 : Quels sont globalement les atouts et les faiblesses éventuels ainsi que les recommandations majeures ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *Les atouts pour la durabilité du projet demeurent i) l'implication des deux communautés Twa et Bantous dans le processus de paix et de cohabitation pacifique ; ii) la prise en compte, quoique timide, des causes structurelles ; iii) le fait que les objectifs du projet demeure pertinents,*

car s'il est vrai que les conflits sont moins violents, ils demeurent à ce jour ; iv) le fait d'avoir formé des formateurs parmi les jeunes et les femmes qui sont appelés à dupliquer la formation reçue ; le fait que les partenaires de mise en œuvre ont vu leurs capacités être renforcées pour être plus utiles.

- ☞ Quant aux faiblesses, il y a lieu de noter i) l'absence de financement du projet par le Gouvernement provincial ; ii) la pauvreté de la population qui demeure une menace pour le maintien de la paix.

4.5 Impact du programme

Q29 : Quelle est la contribution du projet dans la paix et la cohabitation pacifique au niveau de la province ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *Le projet a permis de tester une approche pour asseoir la paix et la cohabitation pacifique dans cette province où l'insécurité, plus particulièrement les conflits communautaires, sont reconnus comme le deuxième problème le plus important.*
- ☞ *Le projet a permis de mobiliser l'attention et l'implication des institutions et partenaires nationaux et internationaux à s'intéresser à cette situation et à s'y impliquer ;*
- ☞ *Le projet a permis de renforcer les capacités des institutions et à former une masse critique de personnes (jeunes et femmes) susceptibles de venir à la rescousse à la moindre résurgence de l'insécurité dans la province.*

Q30 : Quelle est la contribution du projet dans la réduction des tensions entre les communautés ciblées ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *Le projet a permis de rapprocher les deux communautés Twa et Bantous autrefois antagonistes ;*
- ☞ *Le projet a permis de comprendre qu'il faut rechercher des solutions durables pour permettre aux Twa de sortir de leur complexe d'infériorité, entre autres leur scolarisation et leur formation professionnelle ;*
- ☞ *Le projet a permis de comprendre que c'est, tout compte fait, aux Bantous de faire davantage de concessions pour aplanir les écueils qui persistent dans le « vivre ensemble », car ils sont plus nombreux et ont un complexe de supériorité vis-à-vis des Twa ;*

- ☞ *Le projet a permis de comprendre qu'il faut davantage impliquer les femmes Twa dans les efforts de pacification, car elles ont une très grande influence sur le comportement de leurs conjoints et enfants qui sont les plus impliqués dans les milices.*

Q31 : Quels sont les changements induits par le projet au niveau de i) Bénéficiaires directs, c'est-à-dire les deux communautés ? ii) Bénéficiaires indirects : Ministères et Divisions provinciales, ONG internationales et nationales de mise en œuvre, réseaux de résilience communautaire, autorités locales et membres de la société civile ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *Au niveau des bénéficiaires directs, le principal changement est la prise de conscience i) qu'autant ils sont les acteurs des violences qui bloquent leur développement et celui de leurs villages et provinces, autant ils sont les principaux acteurs pour asseoir et entretenir la paix ; ii) que la paix ne peut se gagner à travers la violence, les armes, d'autant plus que les vaincus d'aujourd'hui redeviennent vite les acteurs d'autres violences par vengeance.*
- ☞ *Au niveau des bénéficiaires indirects, le principal changement nous paraît être la prise de conscience que la paix ne se décrète pas, quel que soit la puissance de l'Etat ; la paix se forge à partir des comportements de tout un chacun dans la communauté. Aussi faut-il cultiver la paix dans le chef de chaque citoyen.*

Q32 : Quels sont globalement les atouts et les faiblesses éventuels ainsi que les recommandations majeures ?

- ☞ *On peut considérer, globalement, que le projet TUSIKILIZANE aura jeté les jalons pour une paix et une cohabitation pacifique entre les deux communautés Twa et Bantous.*

4.6 Cohérence du programme

Q33 : Peut-on dire que le projet TUSIKILIZANE est en cohérence avec les préoccupations d'autres institutions nationales et internationales ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *Au niveau international, les préoccupations ci-après sont considérées comme poursuivant les mêmes objectifs que le projet TUSIKILIZANE, en ordre utile :*
 - *Nations Unies : Résolutions 2242 et 2250 sur le renforcement du rôle des jeunes et des femmes dans le processus de construction de la paix ;*

- Nations Unies : réduire les inégalités entre les groupes vulnérables marginalisés pour permettre une intégration économique et sociale et, in fine, une cohabitation pacifique ;
 - Nations Unies : créer un hub humanitaire de niveau L3 de la réponse humaine ;
 - Nations Unies, PBF : autonomiser les femmes, promouvoir l'égalité des sexes et appuyer le rôle important et positif que les jeunes jouent dans la consolidation de la paix.
- ☞ Au niveau national, les préoccupations ci-après sont considérées comme poursuivant les mêmes objectifs que le projet TUSIKILIZANE :
- DSCRP : Renforcer la gouvernance et la paix
- ☞ Au niveau de la province du Tanganyika, les préoccupations ci-après sont considérées comme poursuivant les mêmes objectifs que le projet TUSIKILIZANE :
- MONUSCO-CJP : Mise en place des BARAZA à Kalemie et à Nyunzu
 - Mise en place du Programme P4P (Achat pour le Progrès) soutenant les capacités agricoles et financières pour renforcer la sécurité alimentaire, revitaliser les économies locales et assurer les moyens de subsistance résilients

Q34 : Le lancement de ce projet est-il en cohérence avec la programmation des activités de l'UNFPA, la FAO et l'UNESCO ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ Oui, le lancement de ce projet est tout à fait en cohérence avec la programmation des activités de l'UNFPA, la FAO et l'UNESCO :
- Pour l'UNFPA :
 - Pour la FAO :
 - Pour l'UNESCO :

Q35 : Quels sont les autres projets qui poursuivent les mêmes objectifs que le projet TUSIKILIZANE ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ Les projets ci-dessous poursuivent les mêmes objectifs au Tanganyika :
- TMCR (Tanganyika conflict mitigation resolution) de l'ONG PACT Congo
 - Projet P4P projet conjoint PAM-FAO ou SFCG (Search for Common Ground) est un partenaire de mise en œuvre du PAM pour le volet cohésion sociale et cohabitation pacifique,

Q33 : Y a-t-il des échanges d'expériences ou d'informations entre TUSIKILAZANE et ces autres projets ?

Constats et/ou Réalisations

- ☞ *Des échanges d'expériences et d'informations existent avec ces autres projets.*



CHAPITRE 5 : CONCLUSION

Le projet TUSIKILIZANE a permis de répondre aux besoins de la population et du Gouvernement du Tanganyika relatifs à l'instauration de la paix et de la cohabitation pacifique entre les Twa et les Bantous. Pour ce faire, il a impliqué dans la mise en œuvre, et même la formulation, les acteurs-clés du conflit qui sont en même temps les bénéficiaires de cette paix, à savoir les jeunes garçons et filles des deux communautés, les femmes des deux communautés et les autorités politico-administratives à travers les Comités Territoriaux de Paix et le Comité Provincial de Paix.

Ces acteurs-clés ont été dotés de capacités nécessaires pour une meilleure implication dans les Comités Locaux de Paix BARAZA et les Clubs DIMITRA. Pour ce faire, il a été procédé à la mise en place des Clubs de Solidarité et Paix (CSP), qui sont des groupes interethniques (Twa et Bantous) de la société civile, de plus ou moins 25 membres votés par la communauté, et appelés à prévenir des

violences par des sensibilisations, des conseils et les bons offices en faisant la médiation pour arriver à la cohabitation pacifique. Pour ce faire, ces acteurs-clés ont reçu plusieurs formations, bénéficié d'appuis divers pour renforcer leurs capacités.

Le principal atout du projet aura été le fait qu'il porte sur des problèmes réels, cruciaux, mettant en mal la paix sociale dans la province du Tanganyika et son développement, et occasionnant des décès, le déplacement forcé de plusieurs milliers de personnes qui vivent dans des camps des déplacés. Des problèmes reconnus aussi bien par la population que par le Gouvernement du Tanganyika. L'utilité du projet est reconnue par tous les personnes et personnalités rencontrées dans le cadre de cette évaluation. Son deuxième atout est le fait d'avoir tenté de résoudre le problème en menant plusieurs activités à la fois : dynamisation des CSP et CLP, formations non seulement à la paix, mais aussi à la sensibilisation par des causeries éducatives ou la radio, à la formulation et la gestion des projets, aux techniques de production des biens, etc. L'implication de trois agences UN spécialisées chacune dans les différents résultats attendus du projet aura été un atout de taille. Le projet a par ailleurs permis de renforcer les capacités techniques et opérationnelles des structures locales de mise en œuvre, et des autorités politico-administratives.

Le principal résultat obtenu du projet TUSIKILIZANE est d'avoir permis i) une prise de conscience sur la nécessité de parvenir à une cohabitation pacifique ; ii) des signaux forts d'un début de cohabitation pacifique entre les Twa et les Bantous dans les territoires où il a été mis en œuvre. En effet, les conflits sont devenus moins violents dans ces zones, les Twa et les Bantous s'acceptent plus que dans le passé, ils militent ensemble dans les associations, etc.

Le projet TUSIKILIZANE a été mené avec efficacité, grâce à un certain nombre d'éléments : i) le fait que les institutions locales de mise en œuvre (CDJP, APEF, CEPRODEA) avaient les capacités éprouvées qui ont permis d'atteindre les résultats escomptés dans un temps record et avec des financements minimes ; ii) le fait que les trois agences (UNFPA, UNESCO, FAO) ont disponibilisé les fonds, fait le suivi des activités, et respecté les protocoles d'accord signés avec les partenaires locaux de mise en œuvre ; iii) l'intérêt des autorités politico-administratives et de la population vis-à-vis du projet.

Le projet TUSIKILIZANE accuse cependant un certain nombre de faiblesses liées notamment à la brièveté du temps de mise en œuvre, à la faiblesse des moyens financiers, au nombre très réduit de jeunes et de femmes qui ont été impliqués dans le processus, à la faible fonctionnalité des Conseils Territoriaux de Paix, à la non mise en pratique des formations reçues, à des problèmes logistiques qui ont conduit à des retards dans l'accomplissement de certaines activités, etc.

Recommandations

Les causes structurelles du conflit étant toujours là, et les mêmes causes conduisant aux mêmes effets, il y a lieu de :

- ☞ Renouveler le projet pour une durée plus longue encore et l'étendre à d'autres territoires et à davantage de jeunes et de femmes ;
- ☞ Pousser le Gouvernement congolais et provincial à mettre en place un programme d'émancipation des Twa et des minorités ethniques en général ;
- ☞ Mettre en place un Groupe de Travail de l'Assemblée Provinciale pour appuyer le projet ;
- ☞ Impliquer le Gouvernement central dans la mise en œuvre du projet et en tirer des leçons pour résoudre les conflits ethniques qui s'observent dans d'autres provinces du pays ;
- ☞ Accompagner les ex-combattants qui ont rendu leurs armes ;
- ☞ Favoriser une discrimination positive en faveur des Twa, notamment par la promulgation d'une loi sur les minorités Twa et autres, la mise en place des programmes de formation professionnelle, l'incorporation des Twa dans l'armée, la police et l'administration, etc.

Par ailleurs, compte tenu des faiblesses identifiées dans la mise en œuvre du projet TUSIKILIZANE, les recommandations suivantes sont formulées :

- ☞ Accompagner les structures déjà mises en place (CLP, CSP, Club DIMITRA) et créer d'autres dans les milieux où elles n'existent pas ;
- ☞ Rendre plus dynamique le Comité Provincial de Paix ;
- ☞ Allouer plus de fonds et prévoir plus de temps ;
- ☞ Allouer des moyens importants aux CLP et CSP pour leur fonctionnement ;
- ☞ Appuyer financièrement le fonctionnement des CTP et CPP ;
- ☞ Mieux rationaliser l'identification des jeunes et des femmes bénéficiaires des activités ;
- ☞ Impliquer plus de femmes Twa dans le projet ;
- ☞ Accompagner les jeunes et les femmes dans la mise en pratique des formations reçues.

Références et rapports consultés

Fonds du Secrétaire Général pour la Consolidation de la Paix- United Nations Peacebuilding. 2018. Document de projet du PBF TUSIKILIZANE. 35 p.

UNFPA-United Nations Peacebuilding. Liste des Clubs de Solidarité et Paix et leurs Comités Locaux de Paix / BARAZA

United Nations Peacebuilding. 2020. Rapport de Progrès du Projet TUSIKILIZANE

Commission Diocésaine Justice et Paix, Diocèse de Kalemie-Kirungu. 2019. Rapport de la formation des membres des Comités de Solidarité et de Paix du

Territoire de Kalemie en entrepreneuriat innovant, 4 au 12 novembre 2019, Kaleme.

Rapport final de la descente du BARAZA Intercommunautaire pour la Paix, Sécurité, le développement et la sauvegarde culturelle du Tanganyika en sigle (Bitang), Territoire de Nyunzu, avril 2020.

UNFPA - Commission Diocésaine Justice et Paix, Diocèse de Kalemie-Kirungu. 2018. Rapport de la mise en place des Clubs de Solidarité et Paix.

Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP). 2018. Rapport narratif de la Conférence-Débat, plaidoyer sur l'implication des jeunes dans le processus de paix.

Commission Diocésaine Justice et Paix, Diocèse de Kalemie-Kirungu. 2018. Rapport narratif sur l'atelier de formation des leaders communautaires des jeunes et leadership.

Association pour la Promotion et l'Eveil de la Femme (APEF). Rapport de l'Atelier portant sur la sélection de projet Entrepreneuriat innovant contribuant à la Gestion des ressources et consolidation de la paix et la cohabitation pacifique entre Twa et Bantous, Nyunzu, 9 au 10 octobre 2019.

Association pour la Promotion et l'Eveil de la Femme (APEF). 2019. Rapport final sur la participation politique et le leadership féminin.

ANNEXE 1 : RESUME DES CAHIERS DE CHARGES SOUMIS AU COMITE PROVINCIAL DE PAIX

	Kaba-lo	Kale-mie	Nyu-nzu
Réduire la discrimination des uns par les autres (initier des actions de solidarité, renforcer les rencontres entre membres)	x		x
Renforcer les activités de rapprochement pour accroître la cohabitation entre Twa et Bantous (clubs d'amitié, échanges d'expériences, faciliter le retour des Twa dans leurs villages)	x		
Accroître le niveau de tolérance et de l'amour du prochain (séances de sensibilisation et de formation sur l'amour du prochain)	x		
Inviter les leaders communautaires et les autorités à mieux gérer les rumeurs qui accroissent la peur et la psychose (formation sur la gestion des rumeurs, appui au mécanisme)	x		

local de gestion des rumeurs)			
Afficher une réelle volonté politique de mettre fin aux conflits (sensibilisation sur le vivre ensemble, incitations à l'esprit de dialogue)	x		
Vulgariser et faire respecter la loi	x		
Accroître les itinérances des autorités à l'intérieur des entités territoriales (entretien des routes, revivifier le conseil territorial,...)	x		
Accroître les opportunités d'emploi (orienter les enfants vers les filières techniques, créer des centres d'apprentissage des métiers professionnels rentables,	x		
Multiplier les rencontres de réflexion sur la capitalisation des acquis des réunions sur la paix et le développement	x		
Pérenniser les actions humanitaires et les projets de cohésion sociale	x		
Accroître la participation des acteurs politiques aux rencontres		x	
Initier des actions en justice contre les meurtriers, violeurs, assassins,...		x	
Veiller au suivi de recommandations et à la restitution à la base		x	x
Avoir de bonnes politiques de coordination de résolution des conflits (rencontres de médiation et réconciliation sincère)		x	
Accroître les moyens financiers, logistiques pour la sensibilisation à la paix		x	
Accroître l'autorité de l'Etat (déployer les services de sécurité, pousser les jeunes à se faire recruter dans les FARDC)		x	x
Recruter la main-d'œuvre dans les territoires où elle intervient		x	
Mettre fin aux arrestations arbitraires, aux traitements inhumains et dégradants (monitoring régulier des cas)		x	
Améliorer la formation scolaire des enfants (mécanisation des écoles, enseignants qualifiés, stables et permanents, capacités d'accueil)			
Dissoudre les camps des déplacés qui ne sont plus utiles		x	
Réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs (éloigner les éleveurs avec leurs bêtes, traiter tous les dossiers en souffrance)			
Lutter contre la méfiance entre les deux communautés Twa et Bantous (sensibilisation sur le respect mutuel)			x
Equité dans les opérations de distribution de l'aide humanitaire			x
Réduire l'activisme des groupes armés (programme DDR communautaire, arrestation des leaders des groupes, répertoire des conflits de succession de pouvoir coutumier, moyens logistiques suffisants aux FARDC, réglementation de l'exploitation des minerais)			x
Discrimination positive pour la scolarisation des enfants Twa (alphabétisation, cantines scolaires, enrôlement obligatoire à l'école, dialogues intercommunautaires)			x
Eviter la discrimination vis-à-vis des non-originaires (tribunes d'expression populaire, etc)			x
Etudes sur les causes profondes des conflits			x

Répertoire de tous les chefs de guerre, séances de sensibilisation)			x
---	--	--	---